



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 33 du 29 octobre 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 29 octobre 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1260
SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....	1260
Bureau des relations avec les collectivités territoriales.....	1260
Arrêté du 21 octobre 2013 portant modification des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain.....	1260
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1260
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1260
Bureau de la citoyenneté.....	1260
Arrêté du 28 octobre 2013 portant retrait d'une habilitation dans le domaine funéraire - « POMPES FUNEBRES ZIMONE, MARBRERIE VICI » à PIENNES (54490).....	1261
Bureau des usagers de la route.....	1261
Arrêté du 23 octobre 2013 concernant un agrément en tant que gardien de fourrière automobile à LEXY - M. Emmanuel PAGELOT.....	1261
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1261
Bureau des procédures environnementales.....	1261
Décret du 22 août 2013 portant classement du site de l'Abiétinée et de la Cure d'Air Trianon, sur le territoire de la commune de MALZEVILLE.....	1261
Arrêté du 18 octobre 2013 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement des travaux de construction de la création du poste 225/63 kV du SAINTOIS et de ses raccordements et emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme de la commune de TANTONVILLE.....	1261
Arrêté du 18 octobre 2013 autorisant les agents et mandataires de RTE Réseau Transport Electricité à pénétrer dans les propriétés privées sur les communes de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT, QUEVILLONCOURT, TANTONVILLE et VÉZELISE pour procéder à des études et opérations de piquetage topographiques nécessaires à l'étude du projet de création du poste 225/63 kV du SAINTOIS et de ses raccordements.....	1262
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1263
Bureau des procédures environnementales / Service environnement - eau - biodiversité.....	1263
Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation de la source du Frêne (0267-3X-0017) implantée sur la commune de GERMINY et exploitée par la commune de GERMINY.....	1263
Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation des sources du Grand Sart S1 à S6 (0193-8X-0147,-148,-149,-150, 0193-8X-0113, 0193-8X-151) implantées sur la commune de LOISY et exploitées par la commune de LOISY.....	1264
Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation de la source Fontaine Bénite (0268-4X-018,) implantée sur la commune de REHAINVILLER et exploitée par la commune de REHAINVILLER.....	1265
Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation de la source en Rosières (0267-7X-0026) implantée sur la commune de FAVIERES et exploitée par la commune de SAULXEROTTE.....	1266
Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation de la source de la Vignotte (030304X00008) implantée sur la commune de THEY-SOUS-VAUDEMONT.....	1267
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1268
Bureau des procédures environnementales / Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle.....	1268
Arrêté du 17 octobre 2013 portant dérogation n°2 à la limite de qualité du paramètre mercure total pour les eaux destinées à la consommation humaine distribuées par la commune de VENÉY.....	1268
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1269
Bureau de l'interministérielle.....	1269
Arrêté N° 13.BI.31 du 16 octobre 2013 accordant délégation de signature dans le cadre de la permanence du week-end de la Toussaint et de l'Armistice 2013.....	1269
Arrêté N° 13.BI.32 du 16 octobre 2013 accordant délégation de signature à M. Michel PROSIC, sous-préfet, directeur de cabinet.....	1270
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle.....	1270
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1270
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1270
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1270
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-091 du 18 octobre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de purges localisées sur RN4 au PR 9+000.....	1270
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-093 du 22 octobre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations localisées de la couche de roulement de la RN57 entre les PR 51+000 et 63+000, dans les 2 sens de circulation.....	1272
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1274
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1274
Etablissements de santé.....	1274
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1004 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013.....	1274
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1005 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013.....	1274
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1006 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013.....	1275
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1007 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013.....	1276
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1008 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013.....	1277
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1009 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013.....	1278
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1010 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013.....	1279
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1011 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013.....	1280
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1012 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis VAUTRIIN à VANDEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013.....	1280
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1013 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013.....	1281
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1014 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013.....	1282
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1015 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013.....	1283
Cellule habitat-santé.....	1284
Arrêté N° 994/2013/ARS/DT54 du 11 octobre 2013 portant déclaration d'insalubrité remédiable des parties communes de l'immeuble sis "13, 14, 15, 16, 17 et 18 Rue de la Bergamote" à NANCY (54000).....	1284
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1285
Produits de santé et biologie.....	1285
Décision ARS n° 2013-0912 du 1er octobre 2013 portant autorisation à M. Denis SZCZYRK de créer et d'exploiter un site de commerce électronique de médicaments.....	1285
Arrêté ARS n° 2013-0957 du 25 septembre 2013 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la Pharmacie à usage intérieur du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de LUNEVILLE – PONT-A-MOUSSON – TOUL, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de NANCY et du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, en vue d'exercer l'activité de sous-traitance de la stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre Chirurgial Emile GALLE – SINCAL.....	1286

Arrêté ARS n° 2013-0958 du 25 septembre 2013 relatif à la modification de l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur du Centre Chirurgical Emile GALLE (SINCAL).....	1287
Arrêté ARS n° 2013-0959 du 25 septembre 2013 portant renouvellement, au docteur Eric DOLISI, de l'autorisation d'approvisionnement, de détention, de contrôle, de gestion et de dispensation des médicaments pour le traitement ambulatoire des infections sexuellement transmissibles et pour le traitement des réactions indésirables graves - UC-Centre de Médecine Préventive de VANDOEUVRE-LES-NANCY (54) - Site d'EPINAL (88) du Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST).....	1287
Arrêté ARS n° 2013-0987 du 8 octobre 2013 modifiant l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la Société SYNAPSE SANTE	1288
Arrêté ARS n° 2013-1052 du 22 octobre 2013 autorisant le transfert d'une officine de pharmacie du 6 rue du Général Patton à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY(54410) au 2 rue Lucien Galtier dans la même commune - LICENCE N°54#001076.....	1289
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	1290
Arrêté n° 2013-1049 du 22 octobre 2013 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile.....	1290
Arrêté n° 2013-1050 du 22 octobre 2013 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux.....	1291
Arrêté n° 2013-1054 du 22 octobre 2013 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe & Moselle.....	1292
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1294
SECRETARIAT DE DIRECTION.....	1294
Arrêté du 1er octobre 2013 portant délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal (SIP-SIE de BRIEY).....	1294
Arrêté du 18 octobre 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques.....	1295
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1295
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	1295
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/390 du 22 octobre 2013 portant dissolution de l'association foncière de VILLERS-LES-MOIVRONS.....	1295
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1296
Arrêté 2013/DDT54/ADUR/008 du 21 octobre 2013 portant dissolution de l'association foncière urbaine autorisée (AFU) de la "Brigade" à HEILLECOURT	1296
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	1296
Pôle nature, biodiversité, pêche.....	1296
Arrêté 2013/027 du 21 octobre 2013 définissant les prescriptions de l'aménagement foncier agricole et forestier de la commune de CLAYEURES.....	1296
Arrêté 2013/039 du 22 octobre 2013 instituant une réserve de pêche sur l'étang de PARROY pour l'année 2014.....	1299
Arrêté 2013/040 du 24 octobre 2013 instituant des réserves de pêche sur certains tronçons de la rivière Meurthe pour l'année 2014.....	1300
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1300
AUTRES SERVICES.....	1300
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	1300
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	1300
Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de 2 kinésithérapeutes en date du 9 septembre 2013.....	1300

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE TOUL***Bureau des relations avec les collectivités territoriales***Arrêté du 21 octobre 2013 portant modification des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.60 du 21 février 2013 donnant délégation de signature à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
VU l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 autorisant la création de la communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron ;
VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2011 portant changement de dénomination de la communauté de communes en « communauté de communes du Chardon Lorrain » ;
VU la délibération du conseil de la communauté de communes du Chardon Lorrain du 25 juin 2013 décidant de modifier ses statuts ;
VU la lettre de notification de cette délibération aux collectivités concernées en date du 8 juillet 2013 ;
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :
Arnaville (24 juillet 2013), Beaumont (9 juillet 2013), Bernécourt (23 août 2013), Bouillonville (19 août 2013), Chambley-Bussières (20 août 2013), Charey (4 septembre 2013), Dampvitoux (6 septembre 2013), Dommartin-la-Chaussée (19 août 2013), Essey-et-Maizerais (20 septembre 2013), Euvezin (5 septembre 2013), Fey-en-haye (17 septembre 2013), Hagéville (10 septembre 2013), Limey-Réménauville (26 juin 2013), Lironville (27 août 2013), Mars-la-Tour (4 octobre 2013), Onville (4 octobre 2013), Pannes (15 juillet 2013), Prény (6 septembre 2013), Puxieux (6 septembre 2013), Rembercourt-sur-Mad (19 septembre 2013), Seicheprey (26 septembre 2013), Sponville (3 septembre 2013), Thiaucourt-Regniéville (12 juillet 2013), Viéville-en-Haye (13 septembre 2013), Vilcey-sur-Trey (6 septembre 2013), Villecey-sur-Mad (16 juillet 2013), Waville (16 septembre 2013), Xammes (23 septembre 2013) et Xonville (15 juillet 2013) ;
VU la délibération défavorable du conseil municipal de la commune de Bernécourt (23 août 2013),
CONSIDERANT que l'absence de délibération, dans le délai de trois mois, des collectivités suivantes :
Bayonville-sur-mad, Flirey, Hannonville-Suzémont, Jaulny, Mamey, Mandres-aux-Quatre-Tours, Saint-Baussant, Saint-Julien-les-Gorze, Tronville et Vandelainville vaut avis favorable ;
CONSIDERANT qu'au terme de la consultation, effectuée en application des articles L. 5211-17 et L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

ARRETE

Article 1er - L'article 2 des statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain est complété comme suit :

1 – Compétences obligatoires - Aménagement de l'espace

« Transport : Etudes et mise en œuvre d'actions visant le développement et l'amélioration des déplacements dans le périmètre communautaire, en partenariat avec les différentes autorités organisatrices de transports et d'autres collectivités. La Communauté de Communes, en tant qu'organisatrice de transport de second rang et en accord avec le Département, pourra contribuer à améliorer et compléter l'offre de transports collectifs existante pour les habitants de la Communauté de Communes à l'intérieur et à l'extérieur de celle-ci ».

Article 2 - Les nouveaux statuts de la communauté de communes du Chardon Lorrain sont approuvés.

Un exemplaire de ces statuts restera annexé au présent arrêté.

Article 3 - Le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du Chardon Lorrain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 21 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Eric MEYNARD

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau de la citoyenneté***Arrêté du 28 octobre 2013 portant retrait d'une habilitation dans le domaine funéraire - « POMPES FUNEBRES ZIMONE, MARBRERIE VICI » à PIENNES (54490)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 juillet 2008 portant habilitation dans le domaine funéraire, pour une durée de six ans, à l'entreprise OGF sous le nom commercial de « POMPES FUNEBRES ZIMONE, MARBRERIE VICI » représentée par M. Philippe RINASSE gérant, dont le siège est situé 11, rue de Tharandt à PIENNES (54490) ;
CONSIDERANT le courrier en date du 5 septembre 2013 par lequel M. Pascal JULIEN, directeur de secteur opérationnel d'OGF indique la cessation d'activité de l'établissement ;

ARRETE

Article 1er - L'habilitation dans le domaine funéraire délivrée sous le N° 96-54-62 à l'entreprise OGF sous le nom commercial de « POMPES FUNEBRES ZIMONE, MARBRERIE VICI » est retirée pour cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée.

Article 2 - L'arrêté préfectoral susvisé est abrogé.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Philippe RINASSE, gérant, et à M. Pascal JULIEN, directeur de secteur opérationnel d'OGF, et dont copie sera adressée :

- au sous-préfet de Briey ;

- au maire de PIENNES ;
- au Directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).
Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.
Nancy, le 28 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

Bureau des usagers de la route

Arrêté du 23 octobre 2013 concernant un agrément en tant que gardien de fourrière automobile à LEXY - M. Emmanuel PAGELOT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route ;
VU le décret n° 96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, à la mise en fourrière et à la destruction des véhicules terrestres
VU le changement d'adresse de la fourrière automobile, gérée par M. Emmanuel PAGELOT, située rue René Picard 54810 LONGLAVILLE ;
VU l'information transmise par M. Emmanuel PAGELOT informant du transfert de sa fourrière automobile au 87 route de Longwy 54720 LEXY et du changement de dénomination sociale de sa société ;
VU le rapport émis par le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle en date du 7 octobre 2013 ;
CONSIDÉRANT que les installations du garage EPHL Longwy satisfont aux conditions d'agrément prévues à l'article R.325-24 du code de la route ;
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er - Agrément du gardien de fourrière :

M. Emmanuel PAGELOT, gérant de la société EPHL Longwy, est agréé pour exercer les fonctions de gardien de la fourrière automobile située 87 route de Longwy 54720 LEXY conformément aux dispositions de l'article R.325-24 du code de la route. Cet agrément est personnel et incessible.

Article 2 - Agrément des installations de fourrière :

Les installations de la fourrière mentionnée à l'article 1 ci-dessus sont agréées pour recevoir les véhicules automobiles mis en fourrière.

Article 3 - Durée de l'agrément et renouvellement :

L'agrément visé aux articles 1 et 2 est accordé pour une période de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Le renouvellement devra être sollicité par M. Emmanuel PAGELOT trois mois avant l'échéance des dispositions du présent arrêté.

L'agrément sera reconduit dès lors que les conditions de cet agrément auront été respectées et que le fonctionnement de la fourrière aura été conforme aux dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière.

Article 4 - Fonctionnement :

M. Emmanuel PAGELOT devra respecter les engagements écrits le 9 septembre 2013 dans sa demande de renouvellement d'agrément et tiendra notamment à jour un tableau de bord de la fourrière comprenant l'ensemble des informations indiquées à l'article R 325-25 du code de la route ;

Article 5 - Suspension ou retrait de l'agrément :

Lorsque qu'une des conditions de sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou de manquement aux obligations de gardien de fourrière l'agrément pourra, après consultation de la commission départementale de sécurité routière, être suspendu ou retiré.

Article 6 - M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Briey,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- M. le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- M. le maire de Lexy,
- M. Emmanuel PAGELOT.

Nancy, le 23 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Laurence PIEKARSKI

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

Décret du 22 août 2013 portant classement du site de l'Abiétinée et de la Cure d'Air Trianon, sur le territoire de la commune de MALZEVILLE

NOR : DEVL1314203D

Par décret en date du 22 août 2013, est classé parmi les sites du département de Meurthe-et-Moselle le site de l'Abiétinée et de la Cure d'Air Trianon, sur le territoire de la commune de Malzéville (1).

- (1) Le texte intégral de ce décret ainsi que la carte et les plans annexés pourront être consultés à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, 1 rue du Préfet Erignac - 54038 Nancy Cedex, et à la mairie de Malzéville, 11 rue du Général de Gaulle - 54220 Malzéville.

Arrêté du 18 octobre 2013 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement des travaux de construction de la création du poste 225/63 kV du SAINTOIS et de ses raccordements et emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme de la commune de TANTONVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1 à L. 122-3, L. 123-1 à L. 123-16, R. 122-1 à R. 122-16 et R123-1 à R123-23 ;

VU le code rural, notamment son article L. 112-3 ;
VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 123-16 et R. 123-23 ;
VU la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie électrique, notamment son article 12 ;
VU la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, notamment son article 35 ;
VU la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité ;
VU la loi n°2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières ;
VU le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 modifiée concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la demande en date du 26 mai 2008, par laquelle RTE - Réseau Transport Électricité - a sollicité, auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de la création du poste 225/63 kV du SAINTOIS et de ses raccordements emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de TANTONVILLE ;
VU l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la demande de RTE Réseau Transport Electricité en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de la création du poste 225/63 kV et de ses raccordements emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de TANTONVILLE ;
VU le procès verbal de la réunion qui s'est tenue à la direction départementale des territoires le 13 mars 2013 en vue de l'examen conjoint par les personnes publiques associées de la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de TANTONVILLE ;
VU les pièces constatant que les prescriptions de l'arrêté susvisé ont été intégralement accomplies ;
VU les résultats de l'instruction administrative indiqués dans le rapport DREAL du 25 avril 2013 ;
VU les résultats de l'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 18 juillet 2013 ;
VU l'avis favorable formulé par le conseil municipal de Tantonville le 6 septembre 2013 sur la mise en compatibilité du POS communal ;
VU le rapport du Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 30 septembre 2013 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux d'établissement de la création du poste 225/63 kV du SAINTOIS et de ses raccordements emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme(PLU) de la commune de TANTONVILLE, sur le territoire des communes de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT, QUEVILLONCOURT, TANTONVILLE et VEZELISE.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture Meurthe-et-Moselle et affiché dans les mairies des communes de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT, QUEVILLONCOURT, TANTONVILLE et VEZELISE.

Article 3 - M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et les maires des communes de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT, QUEVILLONCOURT, TANTONVILLE et VEZELISE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à M. le directeur de RTE Réseau Transport Electricité.
Nancy, le 18 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 18 octobre 2013 autorisant les agents et mandataires de RTE Réseau Transport Electricité à pénétrer dans les propriétés privées sur les communes de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT, QUEVILLONCOURT, TANTONVILLE et VEZELISE pour procéder à des études et opérations de piquetage topographiques nécessaires à l'étude du projet de création du poste 225/63 kV du SAINTOIS et de ses raccordements

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée pour l'exécution des travaux publics et notamment l'article 1er ;
VU la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie ;
VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution de travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères codifiée dans le Code de l'environnement art L563-3 ;
VU la loi n°57-391 du 28 mars 1957 validant l'acte susvisé et en modifiant les articles 2, 3 et 7 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la demande en date du 7 août 2013 présentée par RTE Réseau Transport Électricité en vue d'obtenir l'autorisation pour les agents de RTE et les entreprises travaillant pour son compte de pénétrer dans les propriétés privées pour procéder à des études et travaux de piquetage topographiques nécessaires à l'étude du projet de création du poste 225/63 kV du SAINTOIS et de ses raccordements ;
VU le rapport du Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 25 septembre 2013 ;
CONSIDERANT qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Les agents et mandataires de RTE Réseau Transport Électricité, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder à des études de tracé et travaux de piquetage des liaisons souterraines et aériennes électriques nécessaires à l'étude du projet de :

- création du poste 225/63 kV du SAINTOIS,
- raccordement 225 kV sur la ligne MUREMONT-VINCEY,
- ligne 63 kV QUEVILLONCOURT-SAINTOIS et
- extension du poste de QUEVILLONCOURT.

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées sur le territoire des communes de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT, QUEVILLONCOURT, TANTONVILLE et VEZELISE..

Article 2 – Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Article 3 – Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

Article 4 – Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Article 5 – Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de RTE Réseau Transport Électricité. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

Article 6 – Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

Article 7 – Les maires de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT, QUEVILLONCOURT, TANTONVILLE et VEZELISE, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux. Ils prendront les mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

Article 8 – Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa prise.

Article 9 – Il devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans les communes citées à l'article 1er dont le maire adressera immédiatement à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Article 10 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 11 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les maires des communes de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT, QUEVILLONCOURT, TANTONVILLE, et VEZELISE et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au

- directeur départemental des territoires,

- directeur de RTE Réseau Transport Électricité.

Nancy, le 18 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Bureau des procédures environnementales / Service environnement - eau - biodiversité

Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation de la source du Frêne (0267-3X-0017) implantée sur la commune de GERMINY et exploitée par la commune de GERMINY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

VU la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L211-3,

VU le code rural et notamment ses articles R114-1 à R114-10,

VU le code de la santé publique, et notamment son article R.1321-7,

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 27,

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant sur la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de la source du frêne en date du 01/08/2001,

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 du ministère de la santé et de la solidarité, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine,

VU l'arrêté S.G.A.R. N° 2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) des bassins Rhin et Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants,

VU la circulaire du 30 mai 2008 relative à l'application du décret n° 2007- 882 du 14 mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales et modifiant le code rural codifié sous les articles R. 114-1 à R. 114-10,

VU le courrier DEB – DGPAAT – DGS aux préfets du 26 mai 2009, relatif aux « captages Grenelle ».

VU les courriers DE/DGS du 18 octobre 2007 et du 28 février 2008 aux préfets de département, relatifs à l'identification et la protection des captages prioritaires,

VU la consultation du public réalisée du 9 septembre au 2 octobre 2013, conformément à la loi du n°2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement ;

VU l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle en date du 24 septembre 2013 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologique de Meurthe-et-Moselle du 10 octobre 2013,

CONSIDÉRANT que la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, transposée par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004, a pour objectif l'atteinte du bon état chimique et quantitatif des masses d'eau souterraines, pour 2015,

CONSIDÉRANT que la source du frêne sur la commune de Germiny figure dans la liste nationale, issue des travaux du Grenelle de l'Environnement, des 507 captages parmi les plus menacés par les pollutions diffuses,

CONSIDÉRANT que l'eau du captage précité est nécessaire à l'alimentation en eau potable des habitants de la commune de Germiny,

CONSIDÉRANT que les teneurs et l'évolution des teneurs en nitrates ont atteint les valeurs références qui doivent conduire à la mise en œuvre d'un plan de mesures pour inverser la tendance, tel que défini dans l'arrêté inter – ministériel du 17 décembre 2008 « établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines » .

CONSIDÉRANT qu'en vertu des articles précités le Préfet doit définir des zones où il est nécessaire d'assurer la protection quantitative et qualitative des aires d'alimentation des captages d'eaux,

CONSIDÉRANT les récents travaux réalisés en 2009 en vue de déterminer l'aire d'alimentation de la source du Frêne sur laquelle un programme d'action devra être établi,

CONSIDÉRANT la nécessité de s'appuyer sur des limites physiques facilement identifiées, pour définir cette zone de protection, comme : les limites d'îlots culturaux (définis grâce au Registre parcellaire Graphique : RPG), les routes forestières, les lisières de bois, les périmètres de protection (définis dans l'arrêté préfectoral du 01/08/2001).

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - Délimitation de la zone de protection de la source du Frêne sur la commune de Germiny

Une zone de protection de l'aire d'alimentation de cette source est délimitée conformément au périmètre fixé sur les documents graphiques figurant en annexe du présent arrêté sur les territoires des communes de Germiny et Crépey.

La surface totale de la zone de protection est estimée à 165 hectares sur les communes de Germigny et Crépey.

Article 2 - Diagnostic des pressions polluantes et élaboration d'un programme d'actions

Sur la zone de protection définie à l'article 1, un programme d'actions sera défini conformément aux dispositions de l'article R.114-6 du code rural après examen par le comité de pilotage local chargé de coordonner les études et le plan d'action nécessaires à la protection de cette ressource.

Un comité de pilotage, présidé par le maire de la commune de Germigny a été mis en place, il est chargé :

- de piloter les études nécessaires au diagnostic des pressions polluantes sur la zone de protection de la source du Frêne,
- d'élaborer et proposer un programme d'actions,
- de suivre la mise en œuvre du programme d'action.

Article 3 - Diffusion et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux communes de Germigny et de Crépey et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au directeur régional de l'agence régionale de santé, délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle, à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, au directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, au président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, au président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle, au directeur de la SAFER de Lorraine.

Nancy, le 17 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

L'annexe est consultable au bureau des procédures environnementales de la préfecture.

Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation des sources du Grand Sart S1 à S6 (0193-8X-0147,-148,-149,-150, 0193-8X-0113, 0193-8X -151) implantées sur la commune de LOISY et exploitées par la commune de LOISY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

VU la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L211-3,

VU le code rural et notamment ses articles R114-1 à R114-10,

VU le code de la santé publique, et notamment son article R.1321-7,

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 27,

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant sur la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection des sources du Grand Sart en date du 09/03/2012,

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 du ministère de la santé et de la solidarité, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine,

VU l'arrêté S.G.A.R. N° 2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) des bassins Rhin et Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants,

VU la circulaire du 30 mai 2008 relative à l'application du décret n° 2007- 882 du 14 mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales et modifiant le code rural codifié sous les articles R. 114-1 à R. 114-10,

VU le courrier DEB – DGPAAT – DGS aux préfets du 26 mai 2009, relatif aux « captages Grenelle ».

VU les courriers DE/DGS du 18 octobre 2007 et du 28 février 2008 aux préfets de département, relatifs à l'identification et la protection des captages prioritaires,

VU la consultation du public réalisée du 9 septembre au 2 octobre 2013, conformément à la loi du n°2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement ;

VU l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle en date du 24 septembre 2013 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologique de Meurthe-et-Moselle du 10 octobre 2013 ,

CONSIDÉRANT que la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, transposée par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004, a pour objectif l'atteinte du bon état chimique et quantitatif des masses d'eau souterraines, pour 2015,

CONSIDÉRANT que les sources du Grand Sart sur la commune de Loisy figurent dans la liste nationale, issue des travaux du Grenelle de l'Environnement, des 507 captages parmi les plus menacés par les pollutions diffuses,

CONSIDÉRANT que l'eau des captages précités est nécessaire à l'alimentation en eau potable des habitants de la commune de Loisy,

CONSIDÉRANT que les teneurs et l'évolution des teneurs en nitrates et en substances phytosanitaires aux points de surveillance, ont atteint les valeurs références qui doivent conduire à la mise en œuvre d'un plan de mesures pour inverser la tendance, tel que défini dans l'arrêté inter – ministériel du 17 décembre 2008 « établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines » .

CONSIDÉRANT qu'en vertu des articles précités le Préfet doit définir des zones où il est nécessaire d'assurer la protection quantitative et qualitative des aires d'alimentation des captages d'eaux,

CONSIDÉRANT les récents travaux réalisés en 2009 en vue de déterminer l'aire d'alimentation des sources du Grand Sart sur laquelle un programme d'action devra être établi,

CONSIDÉRANT la nécessité de s'appuyer sur des limites physiques facilement identifiables, pour définir cette zone de protection, comme : les limites d' îlots culturels (définis grâce au Registre parcellaire Graphique : RPG), les routes forestières, les lisières de bois, les périmètres de protection (définis dans l'arrêté préfectoral du 09/03/2012).

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - Délimitation de la zone de protection des sources du Grand Sart sur la commune de Loisy

Une zone de protection de l'aire d'alimentation de ces sources est délimitée conformément au périmètre fixé sur les documents graphiques figurant en annexe du présent arrêté sur les territoires des communes de Loisy, sainte-Geneviève, Bezaumont, Landremont et Ville-au-Val.

La surface totale de la zone de protection est estimée à 240 hectares sur les communes de Loisy, sainte-Geneviève, Bezaumont, Landremont et Ville-au-Val.

Article 2 - Diagnostic des pressions polluantes et élaboration d'un programme d'actions

Sur la zone de protection définie à l'article 1, un programme d'actions sera défini conformément aux dispositions de l'article R.114-6 du code rural après examen par le comité de pilotage local chargé de coordonner les études et le plan d'action nécessaires à la protection de cette ressource.

Ce plan d'action fera l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique.

Un comité de pilotage, présidé par le Maire de Loisy, a été mis en place, il est chargé :

- de piloter les études nécessaires au diagnostic des pressions polluantes sur la zone de protection des sources du Grand Sart,
- d'élaborer et proposer un programme d'actions dans les conditions définies par l'article R 114-6 du code rural,
- de suivre la mise en œuvre du programme d'action.

Article 3 - Diffusion et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux communes de Loisy, sainte-Geneviève, Bezaumont, Landremont et Ville-au-Val et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au directeur régional de l'agence régionale de santé, délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle, à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, au directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, au président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, au président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle, au directeur de la SAFER de Lorraine.

Nancy, le 17 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

L'annexe est consultable au bureau des procédures environnementales de la préfecture.

Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation de la source Fontaine Bénite (0268-4X-018,) implantée sur la commune de REHAINVILLER et exploitée par la commune de REHAINVILLER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

VU la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L211-3,

VU le code rural et notamment ses articles R114-1 à R114-10,

VU le code de la santé publique, et notamment son article R.1321-7,

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 27,

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant sur la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de la source Fontaine Bénite en date du 19/04/2012,

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 du ministère de la santé et de la solidarité, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine,

VU l'arrêté S.G.A.R. N° 2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) des bassins Rhin et Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants,

VU la circulaire du 30 mai 2008 relative à l'application du décret n° 2007- 882 du 14 mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales et modifiant le code rural codifié sous les articles R. 114-1 à R. 114-10,

VU le courrier DEB – DGPAAT – DGS aux préfets du 26 mai 2009, relatif aux « captages Grenelle ».

VU les courriers DE/DGS du 18 octobre 2007 et du 28 février 2008 aux préfets de département, relatifs à l'identification et la protection des captages prioritaires,

VU la consultation du public réalisée du 9 septembre au 2 octobre 2013, conformément à la loi du n°2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement ;

VU l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle en date du 24 septembre 2013 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Meurthe-et-Moselle du 10 octobre 2013 ;

CONSIDÉRANT que la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, transposée par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004, a pour objectif l'atteinte du bon état chimique et quantitatif des masses d'eau souterraines, pour 2015,

CONSIDÉRANT que la source Fontaine Bénite sur la commune de Rehainviller figure dans la liste nationale, issue des travaux du Grenelle de l'Environnement, des 507 captages parmi les plus menacés par les pollutions diffuses,

CONSIDÉRANT que l'eau du captage précité est nécessaire à l'alimentation en eau potable des habitants de la commune de Rehainviller,

CONSIDÉRANT que les teneurs et l'évolution des teneurs en nitrates et en substances phytosanitaires aux points de surveillance, ont atteint les valeurs références qui doivent conduire à la mise en œuvre d'un plan de mesures pour inverser la tendance, tel que défini dans l'arrêté inter – ministériel du 17 décembre 2008 « établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines » .

CONSIDÉRANT qu'en vertu des articles précités le Préfet doit définir des zones où il est nécessaire d'assurer la protection quantitative et qualitative des aires d'alimentation de captages d'eaux,

CONSIDÉRANT les récents travaux réalisés en 2009 en vue de déterminer l'aire d'alimentation de la source Fontaine Bénite sur laquelle un programme d'action devra être établi,

CONSIDÉRANT a nécessité de s'appuyer sur des limites physiques facilement identifiées, pour définir cette zone de protection, comme : les limites d'îlots culturaux (définis grâce au Registre parcellaire Graphique : RPG), les routes forestières, les lisières de bois, les périmètres de protection (définis dans l'arrêté préfectoral du 19/04/2012).

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E**Article 1er - Délimitation de la zone de protection de la source Fontaine Bénite sur la commune de Rehainviller**

Une zone de protection de l'aire d'alimentation de cette source est délimitée conformément au périmètre fixé sur les documents graphiques figurant en annexe du présent arrêté sur les territoires des communes de Rehainviller et Xermaménil.

La surface totale de la zone de protection est estimée à 83 hectares sur les communes de Rehainviller et Xermaménil.

Article 2 - Diagnostic des pressions polluantes et élaboration d'un programme d'actions

Sur la zone de protection définie à l'article 1, un programme d'actions sera défini conformément aux dispositions de l'article R.114-6 du code rural après examen par le comité de pilotage local chargé de coordonner les études et le plan d'action nécessaires à la protection de cette ressource.

Ce plan d'action fera l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique.

Un comité de pilotage, présidé par le maire de la commune de Réhainviller a été mis en place, il est chargé :

- de piloter les études nécessaires au diagnostic des pressions polluantes sur la zone de protection de la source Fontaine Bénite,
- d'élaborer et proposer un programme d'actions dans les conditions définies par l'article R 114-6 du code rural,
- de suivre la mise en œuvre du programme d'action.

Article 3 - Diffusion et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Lunéville, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux communes Réhainviller et Xermaménil et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au directeur régional de l'agence régionale de santé, délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle, à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, au directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, au président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, au président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle, au directeur de la SAFER de Lorraine.
- Nancy, le 17 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

L'annexe est consultable au bureau des procédures environnementales de la préfecture.

Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation de la source en Rosières (0267-7X-0026) implantée sur la commune de FAVIERES et exploitée par la commune de SAULXEROTTE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

VU la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L211-3,

VU le code rural et notamment ses articles R114-1 à R114-10,

VU le code de la santé publique, et notamment son article R.1321-7,

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 27,

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant sur la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de la source en Rosières en date du 20/10/1987,

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 du ministère de la santé et de la solidarité, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine,

VU l'arrêté S.G.A.R. N° 2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) des bassins Rhin et Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants,

VU la circulaire du 30 mai 2008 relative à l'application du décret n° 2007- 882 du 14 mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales et modifiant le code rural codifié sous les articles R. 114-1 à R. 114-10,

VU le courrier DEB – DGPAAT – DGS aux préfets du 26 mai 2009, relatif aux « captages Grenelle ».

VU les courriers DE/DGS du 18 octobre 2007 et du 28 février 2008 aux préfets de département, relatifs à l'identification et la protection des captages prioritaires,

VU la consultation du public réalisée du 9 septembre au 2 octobre 2013, conformément à la loi du n°2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement ;

VU l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle en date du 24 septembre 2013 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologique de Meurthe-et-Moselle du 10 octobre 2013 ;

CONSIDÉRANT que la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, transposée par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004, a pour objectif l'atteinte du bon état chimique et quantitatif des masses d'eau souterraines, pour 2015,

CONSIDÉRANT que la source en Rosières sur la commune de Favières figure dans la liste nationale, issue des travaux du Grenelle de l'Environnement, des 507 captages parmi les plus menacés par les pollutions diffuses,

CONSIDÉRANT que l'eau du captage précité est nécessaire à l'alimentation en eau potable des habitants de la commune de Saulxerotte,

CONSIDÉRANT que les teneurs et l'évolution des teneurs en nitrates aux points de surveillance, ont atteint les valeurs références qui doivent conduire à la mise en œuvre d'un plan de mesures pour inverser la tendance, tel que défini dans l'arrêté inter – ministériel du 17 décembre 2008 « établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines » .

CONSIDÉRANT qu'en vertu des articles précités le Préfet doit définir des zones où il est nécessaire d'assurer la protection quantitative et qualitative des aires d'alimentation de captages d'eaux,

CONSIDÉRANT les récents travaux réalisés en 2009 en vue de déterminer l'aire d'alimentation de la source en Rosières sur laquelle un programme d'action devra être établi,

CONSIDÉRANT la nécessité de s'appuyer sur des limites physiques facilement identifiées, pour définir cette zone de protection, comme : les limites d'îlots culturaux (définis grâce au Registre parcellaire Graphique : RPG), les routes forestières, les lisières de bois, les périmètres de protection (définis dans l'arrêté préfectoral du 20/10/1987).

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er - Délimitation de la zone de protection de la source en Rosières sur la commune de Favières

Une zone de protection de l'aire d'alimentation de cette source est délimitée conformément au périmètre fixé sur les documents graphiques figurant en annexe du présent arrêté sur les territoires des communes de Favières et Saulxerotte.

La surface totale de la zone de protection est estimée à 176 hectares sur les communes de Favières et Saulxerotte.

Article 2 - Diagnostic des pressions polluantes et élaboration d'un programme d'actions

Sur la zone de protection définie à l'article 1, un programme d'actions sera défini conformément aux dispositions de l'article R.114-6 du code rural après examen par le comité de pilotage local chargé de coordonner les études et le plan d'action nécessaires à la protection de cette ressource.

Un comité de pilotage, présidé par Madame le Maire de Saulxerotte a été mis en place, il est chargé :

- de piloter les études nécessaires au diagnostic des pressions polluantes sur la zone de protection de la source en Rosières,
- d'élaborer et proposer un programme d'actions,
- de suivre la mise en œuvre du programme d'action.

Article 3 - Diffusion et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux communes de Favières et Saulxerotte et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au directeur régional de l'agence régionale de santé, délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle, à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, au directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, au président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, au président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle, au directeur de la SAFER de Lorraine.

Nancy, le 17 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

L'annexe est consultable au bureau des procédures environnementales de la préfecture.

Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation de la source de la Vignotte (030304X00008) implantée sur la commune de THEY-SOUS-VAUDEMONT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

VU la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L211-3,

VU le code rural et notamment ses articles R114-1 à R114-10,

VU le code de la santé publique, et notamment son article R.1321-7,

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 27,

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant sur la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de la source de la Vignotte en date du 19/10/2006,

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 du ministère de la santé et de la solidarité, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine,

VU l'arrêté S.G.A.R. N° 2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) des bassins Rhin et Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants,

VU la circulaire du 30 mai 2008 relative à l'application du décret n° 2007- 882 du 14 mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales et modifiant le code rural codifié sous les articles R. 114-1 à R. 114-10,

VU le courrier DEB – DGPAAT – DGS aux préfets du 26 mai 2009, relatif aux « captages Grenelle ».

VU les courriers DE/DGS du 18 octobre 2007 et du 28 février 2008 aux préfets de département, relatifs à l'identification et la protection des captages prioritaires,

VU la consultation du public réalisée du 9 septembre au 2 octobre 2013, conformément à la loi du n°2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement ;

VU l'avis de la Chambre Départementale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle en date du 24 septembre 2013 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologique de Meurthe-et-Moselle du 10 octobre 2013 ;

CONSIDÉRANT que la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, transposée par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004, a pour objectif l'atteinte du bon état chimique et quantitatif des masses d'eau souterraines, pour 2015,

CONSIDÉRANT que la source de la Vignotte sur la commune de They-sous-Vaudémont figure dans la liste nationale, issue des travaux du Grenelle de l'Environnement, des 507 captages parmi les plus menacés par les pollutions diffuses,

CONSIDÉRANT que l'eau du captage précité est nécessaire à l'alimentation en eau potable des habitants de la commune de They-sous-Vaudémont et est interconnectée avec la commune de Gugney.

CONSIDÉRANT que les teneurs et l'évolution des teneurs en nitrates, ont atteint les valeurs références qui doivent conduire à la mise en œuvre d'un plan de mesures pour inverser la tendance, tel que défini dans l'arrêté inter – ministériel du 17 décembre 2008 « établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines » .

CONSIDÉRANT qu'en vertu des articles précités le Préfet doit définir des zones où il est nécessaire d'assurer la protection quantitative et qualitative des aires d'alimentation de captages d'eaux,

CONSIDÉRANT les récents travaux réalisés en 2009 en vue de déterminer l'aire d'alimentation de la source de la Vignotte sur laquelle un programme d'action devra être établi,

CONSIDÉRANT que l'aire d'alimentation de la source de la Vignotte est similaire à la limite des périmètres de protection définis dans la DUP du 19/10/2006.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E**Article 1er - Délimitation de la zone de protection de la source de la Vignotte sur la commune de They-sous-Vaudémont**

Une zone de protection de l'aire d'alimentation de cette source est délimitée conformément au périmètre fixé sur les documents graphiques figurant en annexe du présent arrêté sur les territoires des communes de They-sous-Vaudémont et Vaudémont

La surface totale de la zone de protection est estimée à 50 hectares sur les communes de They-sous-Vaudémont et Vaudémont, elle concerne les parcelles intégrées dans le périmètre de protection immédiate et dans le périmètre de protection rapprochée définis dans la DUP du 19/10/2006 (annexe 2).

Article 2 - Diagnostic des pressions polluantes et élaboration d'un programme d'actions

Sur la zone de protection définie à l'article 1, un programme d'actions sera défini conformément aux dispositions de l'article R.114-6 du code rural.

Les modalités d'établissement de ce programme d'action prendront en compte le contexte particulier de ce captage Grenelle :

- l'aire d'alimentation du captage est peu étendue (environ 50 ha), elle ne concerne qu'un seul exploitant agricole et elle est constituée de forêt à 23% et de prairies à 77%,
- les prescriptions imposées par la DUP du 19/10/2006, prennent déjà en compte la problématique pollutions diffuses. Elles sont issues d'une concertation entre la commune de They sous Vaudémont, le coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés, un représentant de la chambre d'agriculture, un représentant de l'ARS, un représentant de la DDT.
- le plan d'action devra également prendre en compte les conclusions de l'étude relative à la recherche des origines de la pollution en nitrate sur la source de la Vignotte, réalisée par le BRGM Lorraine en avril 2013.

Ce plan d'action fera l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique.

Article 3 - Diffusion et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux communes de They-sous-Vaudémont et Vaudémont et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- au directeur régional de l'agence régionale de santé, délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle, à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, au directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, au président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, au président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle, au directeur de la SAFER de Lorraine.

Nancy, le 17 octobre 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

Nota : BRGM = Bureau de Recherches Géologiques et Minières.

Les annexes sont consultables au bureau des procédures environnementales de la préfecture.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

Bureau des procédures environnementales / Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle

Arrêté du 17 octobre 2013 portant dérogation n°2 à la limite de qualité du paramètre mercure total pour les eaux destinées à la consommation humaine distribuées par la commune de VENEY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, R.1321-1 à R.1321-63, D.1321-103 à D.1321-105 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 25 novembre 2003 relatif aux modalités de demande de dérogation aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles mentionnées aux articles R.1321-31 à R.1321-36 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2011 portant dérogation à la limite de qualité du paramètre mercure total pour les eaux destinées à la consommation humaine par la commune de Veney ;

VU l'avis du centre antipoison et de toxicovigilance de Nancy sur la présence de mercure dans l'eau de distribution de la commune de Vacqueville du 16 août 2007 ;

VU la seconde demande de dérogation de distribution d'une eau dépassant la limite de qualité pour le paramètre mercure du maire de Veney du 25 avril 2013 ;

VU le dossier joint à la demande, conformément aux arrêtés du 25 novembre 2003 et 28 octobre 2011 précités ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 10 octobre 2013 ;

CONSIDERANT l'obligation de fournir une eau destinée à la consommation humaine respectant les limites et références de qualité fixées par l'arrêté du 11 janvier 2007 ;

CONSIDERANT que la qualité de l'eau distribuée par la commune de Veney présente des teneurs en mercure total supérieures à la limite de qualité fixée à 1 µg/L ;

CONSIDERANT que l'utilisation de cette eau ne constitue pas un danger potentiel pour la santé des personnes, conformément aux recommandations de l'Organisation Mondiale pour la Santé de 2006 et à l'avis du centre antipoison et de toxicovigilance de Nancy du 16 août 2007, si les teneurs ne dépassent pas 6 µg/L pour le mercure inorganique et 1 µg/L pour le mercure organique ;

CONSIDERANT que la commune de Veney n'a pu mettre en œuvre, pour des raisons indépendantes de sa volonté, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2011 susvisé ;

CONSIDERANT le programme d'actions proposé par la maire de la commune de Veney visant à engager des solutions futures pour permettre l'amélioration de la qualité des eaux distribuées à la population ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de déroger à la limite de qualité fixée pour le paramètre mercure total ;

CONSIDERANT la demande de dérogation, complète et conforme, déposée par la maire de la commune de Veney pour une durée de deux ans ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er - Objet

La commune de Veney est autorisée à distribuer, sur son réseau communal, une eau destinée à la consommation humaine dont la teneur en mercure total dépasse la limite de qualité réglementaire visée à l'article R.1321-2 du code de la santé publique et fixée par l'arrêté du 11 janvier 2007 à 1 µg/L.

Article 2 - Durée de la dérogation

La présente autorisation prend fin dès la mise en place de mesures d'actions permettant la délivrance d'une eau destinée à la consommation humaine conforme aux limites de qualité, ou au plus tard à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 - Valeurs maximales

Les valeurs maximales fixées par la présente dérogation sont de 6 µg/L pour le mercure inorganique et de 1 µg/L pour le mercure organique.

Article 4 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé suivant un programme spécifique renforcé et fixé par la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Ce suivi inclut notamment un contrôle tous les mois du paramètre mercure total sur la ressource ou aux points de mise en distribution.

Article 5 - Restriction de consommation de l'eau

En cas de dépassement des valeurs fixées à l'article 3, une restriction de consommation est prononcée ; l'eau ne doit plus être utilisée pour la consommation et la préparation des aliments. Le maire prendra toute disposition pour en informer la population. Une analyse de contrôle sera diligentée dans les plus brefs délais par la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Article 6 - Recommandations particulières

Les enfants et femmes enceintes sont invitées à limiter leur consommation de poissons carnivores tels que le thon, dorade ou brochet à 2 repas par mois. Les autres poissons peuvent être consommés sans précaution particulière selon les usages courants, conformément à l'avis du centre antipoison et de toxicovigilance de Nancy.

Article 7 - Informations destinées à la population

Le maire de Veney informe les habitants par voie d'affichage et par courrier de la présente dérogation et des modalités qui l'accompagnent. Cette information est effectuée dans un délai de trente jours à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il adresse à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine un courrier signifiant l'accomplissement de cette tâche accompagnée de la note d'information diffusée aux habitants.

Article 8 - Actions destinées à améliorer la qualité de l'eau

Le programme d'actions, proposé par le maire de la commune de Veney et présenté en annexe du présent arrêté, est mis en œuvre.

Le maire de la commune de Veney transmet régulièrement un état d'avancement du programme d'actions qu'il réalise à la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Article 9 - Modalités de prolongation de l'autorisation

Une troisième dérogation peut être accordée par le préfet dans les conditions fixées à l'article R1321-33 du code de la santé publique si les délais ne sont pas tenus par la collectivité, dans la limite d'une durée cumulée ne dépassant pas trois ans.

Le maire de la commune de Veney peut, conformément à l'article R.1321-32 du code de la santé publique, faire la demande auprès du préfet pour l'octroi d'une troisième dérogation en présentant des éléments motivant la demande de prolongation de l'autorisation de distribuer une eau ne respectant pas les exigences de qualité réglementaires. Cette demande devra être adressée au plus tard huit mois avant la fin de la période dérogatoire.

Article 10 - Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 11 - Diffusion

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Veney pendant toute sa durée d'application.

Une copie du présent arrêté est adressée à la direction départementale de la protection des populations, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse et au tribunal administratif.

Article 12 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Lunéville, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, le maire de la commune de Veney sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 17 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL
PROGRAMME D'ACTIONS MIS EN ŒUVRE POUR PARVENIR AU RETOUR A UNE BONNE QUALITE DE L'EAU

Actions :

La commune envisage 2 solutions pour rétablir la qualité de l'eau :

Solution n°1 : raccordement sur le réseau AEP de la commune de Vacqueville qui a réalisé un nouveau forage au grès vosgien en 2011 ;

Solution n°2 : captage d'une nouvelle source située sur le territoire communal, au lieu dit « Le Haut des Vieux Près » à une cinquantaine de mètres à l'est du chemin communal de Bertrichamps.

La commune a sollicité un bureau d'études afin de réaliser une étude technico-économique comparative entre ces deux solutions. Dès qu'une solution sera arrêtée, le maire engagera les travaux nécessaires et procédera à l'abandon du captage actuel.

Information du public :

Monsieur le Maire continuera à informer régulièrement les habitants de la qualité de l'eau distribuée sur la commune et de l'avancement du programme d'actions.

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté N° 13.BI.31 du 16 octobre 2013 accordant délégation de signature dans le cadre de la permanence du week-end de la Toussaint et de l'Armistice 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision de nomination du 13 mars 2007 nommant M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du 20 octobre 2011 nommant Mme Corinne PEREZ, attachée principale, adjointe au chef du service interministériel de défense et de protection civile à compter du 24 octobre 2011 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer :

- les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire,
 - les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France,
 - les arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route,
- dans le cadre de la permanence du week-end de la Toussaint 2013 :

* du jeudi 31 octobre 2013 à 18 heures au lundi 4 novembre 2013 à 8 heures, à Mme Corinne PEREZ, attachée principale, adjointe au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

dans le cadre de la permanence du week-end de l'Armistice 2013 :

* du vendredi 8 novembre 2013 à 18 heures au mardi 12 novembre 2013 à 8 heures à M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité à la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture, M. Alexandre SCHUL et Mme Corinne PEREZ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Une copie sera adressée au directeur de cabinet, à la directrice des libertés publiques, au directeur départemental des finances publiques et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 16 octobre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 13.BI.32 du 16 octobre 2013 accordant délégation de signature à M. Michel PROSIC, sous-préfet, directeur de cabinet

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;
VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 27 juin 2013 nommant M. Michel PROSIC sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n°13.BI.19 du 11 juillet 2013 modifié accordant délégation de signature à M. Michel PROSIC, sous-préfet, directeur de cabinet ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - L'article 4 de l'arrêté préfectoral n°13.BI.19 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Article 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1 ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Mme Corinne PEREZ, attachée principale,
 - M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe exceptionnelle,
 - Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe supérieure,
 - Mme Agathe ANDRE, secrétaire administrative de classe normale.
- Le reste est sans changement.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur du cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie en sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 16 octobre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 18 octobre 2013, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle a décidé de refuser à la société SNC LIDL l'autorisation de procéder à l'extension d'un ensemble commercial par création d'un magasin LIDL et d'une boucherie à Longuyon, pour une surface de vente totale de 1 139 m².

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Longuyon.

Nancy, le 18 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST****DIVISION EXPLOITATION DE METZ****Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-091 du 18 octobre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de purges localisées sur RN4 au PR 9+000**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route ;
VU le code de justice administrative ;
VU le code pénal ;
VU le code de procédure pénale ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de

police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 01 septembre 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 01 octobre 2013 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 08 octobre 2013 ;

VU l'information du CRICR ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 01 octobre 2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er - Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 - Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN4	
POINTS REPERES (PR)	PR 9+000	
SENS	Sens Paris/Nancy et Nancy/Paris	
SECTION	2x2	
NATURE DES TRAVAUX	Purges Localisées	
PERIODE GLOBALE	Du 21 octobre au 25 octobre 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement complet de type 1+1 et 0 de la circulation du sens Nancy/Paris sur le sens Paris/Nancy	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR-Est	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Ligny en Barrois

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	SYSTEME D'EXPLOITATION	RESTRICTION DE CIRCULATION
1	Du 21 au 25 octobre 2013	<u>RN4 - Sens Nancy/Paris</u> AK5 au PR 10+500 B31 au PR 6+700 <u>RN4 - Sens Paris/Nancy</u> AK5 au PR 5+500 B31 au PR 9+100	Basculement de circulation du sens Nancy/Paris sur le sens Paris/Nancy entre les ITPC aux PR 9+000 au PR 6+800 Neutralisation de la voie de gauche	<u>RN4 - Sens Paris/Nancy</u> - Limitation de vitesse à 90 km/h - Limitation de vitesse à 50km/h à chaque extrémité du basculement - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules <u>RN4 - Sens Nancy/Paris</u> - Limitation de vitesse à 90km/h - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules

Article 4 - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 - Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire du site Bison Futé.

Article 6 - La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 - Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de SCREG COLAS,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 18 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,
Stéphane HEBENSTREIT

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-093 du 22 octobre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations localisées de la couche de roulement de la RN57 entre les PR 51+000 et 63+000, dans les 2 sens de circulation

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N° 11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 01 septembre 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 14/10/2013 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 14/10/2013 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 21/10/13 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 14/10/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er - Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 - Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 57	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 51+700 au PR 59+200 sens Nancy/Épinal Du PR 62+000 au PR 54+100 sens Épinal/Nancy	
SENS	Sens Nancy/Épinal (sens 1) et sens Épinal/Nancy (sens 2)	
SECTION	Courante à 2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Réparations localisées de la couche de roulement sur les voies de droite et de gauche	
PERIODE GLOBALE	Du 23 au 25 octobre 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Neutralisations de voies - Basculement total de circulation avec fermeture de bretelle - Mise en place d'une déviation	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 - Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le 23/10/13 de 08h00 à 16h30 Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques	<u>RN57 - Sens Nancy/Épinal</u> AK5 au PR 49+700 <u>RN57 - Sens Nancy/Épinal</u> du PR 54+860 au PR 59+300 B31 au PR 59+300 <u>RN57 - Sens Épinal/Nancy</u> AK5 au PR 56+100 B31 au 50+880	Basculement de circulation (1+1 et 0) du sens 1 sur le sens 2 entre les ITPC des PR50+980 et 54+860. Fermeture de la bretelle de sortie Nancy/Vézelize (sens 1) vers la RD913. Neutralisation de la voie de droite. Neutralisation de la voie de gauche.	<u>RN57 - Sens Nancy/Épinal</u> - Limitation de la vitesse à 90 km/h - Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement. - Limitation de vitesse à 90 km/h sur la section basculée (à double sens) - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules. <u>Déviations:</u> - Les usagers circulant sur l'A330 en provenance de Nancy souhaitant poursuivre sur la RN57 en direction de Vézelize devront emprunter la sortie n° 7 de l'A330 puis suivre la RD913 pour retrouver la direction de Vézelize. <u>RN57 - Sens Nancy/Épinal</u> - Limitation de la vitesse à 70 km/h. - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules. <u>RN57 - Sens Épinal/Nancy</u> - Limitation de la vitesse à 90 km/h. - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.
2	Le 24/10/13 de 08h00 à 16h30	<u>RN57 - Sens Épinal/Nancy</u> AK5 au PR 63+600 B31 au PR 59+600	Neutralisation de la voie de droite.	<u>RN57 - Sens Épinal/Nancy</u> - Limitation de la vitesse à 70 km/h. - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.
3	Le 25/10/13 de 08h00 à 16h30	<u>RN57 - Sens Épinal/Nancy</u> AK5 au PR 60+700 B31 au PR 52+000	Neutralisation de la voie de droite.	<u>RN57 - Sens Épinal/Nancy</u> - Limitation de la vitesse à 70 km/h. - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules.

Article 4 - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 - Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des médias.

Article 6 - La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 - Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société COLAS,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 22 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,
Stéphane HEBENSTREIT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1004 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2013 par la MATERNITE REGIONALE de NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 981 136 € soit :

1) 2 955 795 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 643 844 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

95 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

35 072 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

275 893 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

891 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 4 832 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 2 800 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 17 709 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

17 709 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1005 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2013, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 619 146 € soit :

- 1) 1 570 033 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 383 016 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 28 437 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 3 019 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 155 073 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 488 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 21 302 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 24 829 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 2 982 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 982 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1006 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2013 par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 129 991 € soit :

1) 2 094 639 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 940 589 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

23 314 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

8 673 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

118 940 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

3 123 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 13 205 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 19 164 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 2 983 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

2 983 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1007 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2013 par le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

AR R E T E

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 504 148 € soit :

- 1) 503 364 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 455 483 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 1 779 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 1 090 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;
 - 44 728 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 284 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 784 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1008 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2013 par le Centre Hospitalier de BRIEY.

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 327 813 € soit :

- 1) 2 263 021 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 993 908 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 39 822 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 4 806 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 221 897 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 2 588 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 47 757 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 17 035 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1009 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2013 par le Centre Jacques Pariset à BAINVILLE ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 97 660 € soit :

97 660 € au titre de la part tarifiée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

97 660 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Pariset à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1010 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2013 par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 187 926 € soit :

187 926 € au titre de la part tarifiée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

116 070 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

71 084 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

772 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1011 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2013 par le CHU de NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 041 652 € soit :

- 1) 25 705 779 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 23 151 043 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 79 051 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 423 371 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 23 535 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 26 858 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
 - 1 921 € au titre des forfaits "administration de produits et prestations en environnement hospitalier" (APE)
- 2) 2 283 785 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 910 614 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 141 474 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 131 225 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,
 - 6 903 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
 - 3 346 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au CHU de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1012 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2013, par l'ICL A.VAUTRIN à VANDOEUVRE ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 654 870 € soit :

- 1) 3 199 278 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
3 024 119 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
172 472 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2 687 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 447 723 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 6 616 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 1 253 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
1 253 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'ICL A. VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1013 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2013 par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 57 346 € soit :

57 346 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

57 346 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1014 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2013, par la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 177 972 € soit :

177 972 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

177 829 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

143 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-1015 du 16 octobre 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2013, par le SINCAL à NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 936 010 € soit :

- 1) 1 751 282 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 581 437 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
8 064 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
161 440 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
341 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 26 343 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 138 011 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
4) 20 374 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
20 374 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au SINCAL à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Cellule habitat-santé

Arrêté N° 994/2013/ARS/DT54 du 11 octobre 2013 portant déclaration d'insalubrité remédiable des parties communes de l'immeuble sis "13, 14, 15, 16, 17 et 18 Rue de la Bergamote" à NANCY (54000)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1331-26 à L.1331-30, L.1337-4, R.1331-4 à R.1331-11, R.1416-16 à R.1416-21 ;
VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles L.521-1 à L.521-4 et les articles L.541-2 et L.541-3 ;
VU le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;
VU l'arrêté du 21 juillet 2009 et ses modificatifs notamment du 6 juillet 2012 relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle ;
VU la circulaire DGS/DGHUC/SD7IUH4 n° 293 du 23 juin 2003 relative à la mise à disposition d'une nouvelle grille d'évaluation de l'état des immeubles susceptibles d'être déclarés insalubres ;
VU le règlement de copropriété de l'immeuble sis 13, 14, 15, 16, 17 et 18 Rue de la Bergamote à NANCY (54000) en date du 28 décembre 2001 ;
VU l'enquête de la Direction de la Santé et de l'Environnement de la Ville de Nancy (Service Communal d'Hygiène et de Santé) en date du 30 août 2013 ;
VU l'enquête de la Direction de la Santé et de l'Environnement de la Ville de Nancy (Service Communal d'Hygiène et de Santé) en date du 6 septembre 2013 ;
VU l'avis du 10 octobre 2013 du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur la réalité et les causes de l'insalubrité des parties communes de l'immeuble susvisé et sur les mesures propres à y remédier ;
CONSIDERANT que les parties communes de cet immeuble constituent un danger pour la santé des personnes qui les utilisent et le voisinage, notamment aux motifs suivants :
- Défaut d'étanchéité de la toiture avec infiltrations dans les parties communes, ce qui engendre des risques pour la santé liés à l'excès d'humidité ;
- Dégradation du bâti (casquette, toiture et façade), ce qui génère des risques de chutes de matériaux à l'intérieur et à l'extérieur de l'immeuble ;
- Défaut d'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux pluviales, ménagères et des eaux-vannes, ce qui engendre un risque sanitaire lié à l'excès d'humidité et aux eaux polluées ;
- Absence ou détérioration des garde-corps qui génère un risque de chutes de personnes ;
- Installation électrique non sécurisée ce qui constitue un risque d'électrocution et d'incendie ;
- Absence de porte protégeant les cages d'ascenseur situées au niveau des séchoirs des entrées 17 et 18, ce qui engendre un risque important de chutes de personnes ;
- Dysfonctionnement des systèmes de désenfumage ce qui génère un risque d'intoxication par les fumées en cas d'incendie ;
- Absence d'éclairage dans les circulations communes des caves ce qui engendre un risque de chutes de personnes ;
- Entassement de déchets et d'objets hétérogènes qui génère un risque d'incendie et de prolifération de nuisibles ;
- Dégradation des sols, murs et plafond qui empêche l'entretien courant et constitue un risque sanitaire.
CONSIDERANT le risque important d'occupation illégale de l'immeuble constaté lors de la visite du 6 septembre 2013 ;
CONSIDERANT les risques liés aux dégradations constatées lors de la visite du 6 septembre 2013 sur les parties communes et les parties privatives ouvertes par effraction ;
CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est possible de remédier à l'insalubrité des parties communes de l'immeuble ;
CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de prescrire les mesures appropriées et le délai d'exécution indiqué par le CODERST ;

ARRETE

Article 1er - Les parties communes de l'immeuble situé 13-14-15-16-17-18 - Rue de la Bergamote - 54000 NANCY.

Immeuble référencé : section : AB parcelles : n° 334, 578, 579, 580, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816 et 817
Propriété des personnes listées en annexe, ou de leurs ayants droit
sont déclarées insalubres remédiables.

Article 2 - Afin de remédier à l'insalubrité constatée, il appartiendra aux copropriétaires mentionnés à l'article 1 ou à leurs ayants droit de réaliser selon les règles de l'art, et dans le délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, les mesures ci-après :

- Recherche et suppression des sources d'humidité (infiltrations, fuites, condensation...) ;
- Remise en état de la casquette, du toit terrasse et de la façade ;
- Remise en état des réseaux d'évacuation des eaux pluviales, ménagères et des eaux-vannes ;
- Mise en place de garde-corps au niveau des ouvertures des séchoirs et des fenêtres des cages des escaliers ;
- Mise en conformité de l'installation électrique ;
- Mise en sécurité des accès aux cages d'ascenseur situées au niveau des séchoirs des entrées 17 et 18 ;
- Remise en état des systèmes de désenfumage des cages des escaliers ;
- Mise en place d'une installation d'éclairage dans les circulations communes des caves ;
- Evacuation des déchets et des objets hétérogènes, nettoyage et désinfection des lieux ;
- Remise en état et remplacement des revêtements intérieurs des murs, sols et plafonds ;
- Ainsi que toutes mesures propres à rendre les lieux conformes à la législation en vigueur.

Faute de réalisation des mesures prescrites dans les conditions précisées, l'autorité administrative pourra les exécuter d'office aux frais des copropriétaires mentionnés à l'article 1 ou de leurs ayants droit, après mise en demeure, dans les conditions précisées à l'article L. 1331-29 du code de la santé publique.

Article 3 - Afin d'éviter l'occupation illégale de l'immeuble et d'éviter des dégradations ultérieures des parties communes et des parties privatives devenues vacantes, les copropriétaires mentionnés à l'article 1 devront mettre en œuvre, dès notification du présent arrêté, toutes mesures permettant d'empêcher et bloquer les accès à l'immeuble et notamment :

- Entrée 13 : dès la vacance de l'ensemble des parties communes et des parties privatives desservies par cette entrée
- Entrée 14 : dès la vacance de l'ensemble des parties communes et des parties privatives desservies par cette entrée
- Entrée 15 : dès la vacance de l'ensemble des parties communes et des parties privatives desservies par cette entrée
- Entrée 16 : dès la vacance de l'ensemble des parties communes et des parties privatives desservies par cette entrée
- Entrée 17 : dès la vacance de l'ensemble des parties communes et des parties privatives desservies par cette entrée
- Entrée 18 : dès la vacance de l'ensemble des parties communes et des parties privatives desservies par cette entrée

Ces mesures devront, à défaut, être effectives au plus tard le 31 octobre 2013 et jusqu'à la mainlevée du présent arrêté.

Faute de réalisation des mesures prescrites dans les conditions précisées, l'autorité administrative pourra les exécuter d'office aux frais des copropriétaires mentionnés à l'article 1 ou de leurs ayants droit, après mise en demeure, dans les conditions précisées à l'article L. 1331-29 du code de la santé publique.

Article 4 - En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

Article 5 - Compte tenu de la nature et de l'importance des désordres constatés, l'utilisation des parties communes est interdite à titre temporaire à compter du 31 octobre 2013 et jusqu'à la mainlevée du présent arrêté.

Les parties privatives ne sont plus, par voie de conséquence, accessibles et utilisables ; elles sont de ce fait interdites temporairement à l'habitation à compter du 31 octobre 2013 et jusqu'à la mainlevée du présent arrêté.

L'immeuble visé ci-dessus ne peut être ni loué, ni mis à la disposition à quelque usage que ce soit, en application de l'article L. 1331-28-2 du code de la santé publique.

Les copropriétaires mentionnés à l'article 1 ou leurs ayants droit doivent, dans un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté, informer le préfet de l'offre d'hébergement qu'ils ont faite aux occupants pour se conformer à l'obligation prévue à l'article L.521-3-1 du code de la construction et de l'habitation.

Article 6 - La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée qu'après constatation de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites pour la sortie d'insalubrité, par l'autorité compétente.

Les copropriétaires mentionnés à l'article 1 ou leurs ayants droit tiennent à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

Article 7 - Le coût des mesures d'hébergement en application du présent arrêté est évalué sommairement à 55 000 euros.

Le présent arrêté fera l'objet d'une première inscription au fichier immobilier, à la diligence du préfet, pour le montant précisé ci-dessus, en application des articles L. 521-1 et L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe au présent arrêté.

Si la mainlevée du présent arrêté d'insalubrité a été notifiée aux propriétaires mentionnés à l'article 1 ou à leurs ayants droit, la publication, à leurs frais, de cette mainlevée emporte caducité de la première inscription, dans les conditions prévues à l'article 2384-4 du code civil.

Article 8 - Les copropriétaires mentionnés à l'article 1 ou leurs ayants droit sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe au présent arrêté.

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 1337-4 du code de la santé publique ainsi que par les articles L. 521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 9 - Le présent arrêté sera notifié aux copropriétaires mentionnées à l'article 1 ci-dessus ou à leurs ayants droit ainsi qu'aux occupants de l'immeuble concerné.

Il sera également affiché à la mairie de NANCY ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 11 - Le présent arrêté sera publié au service de publicité foncière, dont dépend l'immeuble aux frais des copropriétaires mentionnés à l'article 1 ou de leurs ayants droits.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Il sera transmis au maire de la commune de NANCY, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département et à la communauté urbaine du grand Nancy.

Article 12 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé - EA 2 - 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY - 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Nancy le 11 octobre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

L'annexe jointe au présent arrêté est consultable au SCHS de NANCY (service communal d'hygiène et de santé 40, rue Sainte Catherine 54000 NANCY).

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Produits de santé et biologie

Décision ARS n° 2013-0912 du 1er octobre 2013 portant autorisation à M. Denis SZCZYRK de créer et d'exploiter un site de commerce électronique de médicaments

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 5121-5, L. 5125-33 à L. 5125-39 et R. 5125-70 à R. 5125-74 ;

VU l'ordonnance n° 2012-1427 du 19 décembre 2012 relative au renforcement de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des médicaments sur Internet et à la lutte contre la falsification de médicaments ;

VU le décret n°2012-1562 du 31 décembre 2012 relatif au renforcement de la chaîne d'approvisionnement des médicaments et à l'encadrement de la vente de médicaments sur internet ;

VU l'arrêt du Conseil d'Etat du 26 juin 2013 annulant l'article 7 de l'ordonnance n°2012-1427 du 19 décembre 2012 ;

VU l'arrêté du 20 juin 2013 relatif aux bonnes pratiques de dispensation des médicaments par voie électronique, publié au Journal officiel du 23 juin 2013 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 novembre 1951 portant l'octroi de la licence n° 130 pour la création d'une officine de pharmacie sise à VAGNEY (88) ;

VU l'enregistrement de la déclaration d'exploitation, sous la forme de SELARL « Pharmacie du Bouchoth », de l'officine de pharmacie sise 4, rue Albert Jacquemin à VAGNEY (88120) par M. Denis SZCZYRK, docteur en pharmacie, en date du 4 juin 2010 ;
CONSIDERANT la demande présentée par M. Denis SZCZYRK pour la création et l'exploitation d'un site de commerce électronique de médicaments reçue à l'Agence régionale de santé de Lorraine le 19 août 2013 ;
CONSIDERANT les conditions décrites pour l'exercice du commerce électronique des médicaments par l'intermédiaire du site « www.pharmaceutica.fr » dans le dossier déposé ;
CONSIDERANT que l'officine sise à VAGNEY (88120), 4, rue Albert Jacquemin est effectivement ouverte au public ;

DECIDE

Article 1er - M. Denis SZCZYRK est autorisé à créer et à exploiter le site de commerce électronique de médicaments «www.pharmaceutica.fr » à partir de l'officine qu'il exploite.

Sans préjudice d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires, la présente autorisation est limitée au commerce électronique des médicaments ayant obtenu l'autorisation de mise sur le marché mentionnée à l'article L. 5121-8 du code de la santé publique ou un des enregistrements mentionnés aux articles L. 5121-13 et L. 5121-14-1 dudit code, dont la délivrance n'est pas soumise à prescription obligatoire.

Article 2 - M. Denis SZCZYRK a donné délégation à M. Thomas SZCZYRK, pharmacien adjoint de au sein de son officine, pour participer à l'exploitation du site internet.

Article 3 - M. Denis SZCZYRK et M. Thomas SZCZYRK devront se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et respecter les bonnes pratiques de dispensation des médicaments par voie électronique.

Article 4 - M. Denis SZCZYRK informera le Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens de Lorraine de la création du site « pharmaceutica.fr », dans les quinze jours suivant la notification de la présente décision.

Article 5 - La cessation définitive d'activité de l'officine mentionnée à l'article L.5125-7 du code de la santé publique entraîne la fermeture du site de commerce en ligne de médicaments.

Article 6 - Le Directeur de la performance et de la gestion du risque de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à M. Denis SZCZYRK et publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Région et des quatre préfectures de département de la Région Lorraine.

Article 7 - La présente décision pourra faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 Place Carrière - 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification pour M. Denis SZCZYRK ou de sa publication aux recueils des actes administratifs pour les tiers.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté ARS n° 2013-0957 du 25 septembre 2013 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la Pharmacie à usage intérieur du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de LUNÉVILLE – PONT-À-MOUSSON – TOUL, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de NANCY et du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, en vue d'exercer l'activité de sous-traitance de la stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre Chirurgical Emile GALLE – SINCAL

N° FINESS Entité juridique 54 002 269 7

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU Le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5126-3, L. 5126-7, L. 5126-14, L.6141- 7-1, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-5, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière et notamment la ligne directrice particulière n°1 relative à la préparation des dispositifs médicaux stériles ;

VU l'arrêté ARS n° 2011/ 417 du 26 octobre 2011 relatif à la création d'une pharmacie à usage intérieur et à l'autorisation d'exercer l'activité de stérilisation accordé au Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;

VU l'arrêté ARS n°2012-1386 portant transfert des autorisations des Pharmacies à Usage Intérieur du Centre Hospitalier de Neufchâteau et du centre Hospitalier de Vittel, au Centre Hospitalier Intercommunal de l'Ouest Vosgien créé par fusion de ces 2 établissements ;

CONSIDÉRANT

La demande présentée le 23 septembre 2013 par l'administrateur du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, visant à réaliser l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre Chirurgical Emile GALLE – SINCAL, par l'Unité de Stérilisation Centrale Stérilorr (USCS) rattachée au GCS ;

Considérant

La demande présentée conjointement par le Centre Chirurgical Emile GALLE – SINCAL en date du 12 septembre sollicitant l'autorisation de faire sous-traiter l'activité de stérilisation de ses dispositifs médicaux par la PUI du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;

Considérant

La convention de prestation établie entre le Centre Chirurgical Emile GALLE et le GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy signée le 12 septembre 2013, définissant leurs engagements respectifs ;

CONSIDÉRANT

Les observations formulées dans le rapport d'instruction du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique du Service Produits de Santé et Biologie de l'ARS de Lorraine, en date du 24 septembre 2013 ;

ARRETE

Article 1er - L'article 1er de l'arrêté ARS n° 2013-0583 du 13 juin 2013 est complété comme suit :

L'Unité de Stérilisation Stérilorr est autorisée à sous-traiter l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre Chirurgical Emile GALLE – SINCAL à compter du 1er octobre 2013.

Article 2 - L'établissement s'engage à mettre en œuvre les dispositions permettant d'assurer le respect des bonnes pratiques et des normes techniques en vigueur.

Article 3 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

Article 4 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur l'Administrateur du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé,

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens – Conseil Central de la Section H,
- Monsieur le Secrétaire Général par Intérim du Centre Chirurgical Emile GALLE – SINCAL,
et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté ARS n° 2013-0958 du 25 septembre 2013 relatif à la modification de l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur du Centre Chirurgical Emile GALLE (SINCAL)
N° FINESS Entité juridique 54 000 016 3

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L. 5126-2, R. 5126-5, R. 6111-18 à 21 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière et notamment la ligne directrice particulière n°1 relative à la préparation des dispositifs médicaux stériles ;
VU l'arrêté ministériel du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;
VU l'arrêté ARH – DDASS 54 n° 151/2009 du 17 juillet 2009 relatif au déplacement de la pharmacie à usage intérieur du SINCAL dans ses locaux définitifs ;
VU l'arrêté ARH de Lorraine n°88D09-128 du 28 septembre 2009 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier de Neufchâteau, l'autorisant à assurer l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre Chirurgical Emile GALLE (SINCAL) ;
VU l'arrêté ARS n° 2011/417 du 26 octobre 2011 autorisant le Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy à créer une pharmacie à usage intérieur ayant pour seule activité la stérilisation des dispositifs médicaux ;
VU l'arrêté ARS n° 2012-1386 du 05 décembre 2012 portant transfert des autorisations des Pharmacies à Usage Intérieur du Centre Hospitalier de Neufchâteau et du centre Hospitalier de Vittel, au Centre Hospitalier Intercommunal de l'Ouest Vosgien créé par fusion de ces 2 établissements ;
CONSIDERANT la demande présentée le 23 septembre 2013 par l'administrateur du Groupement de coopération sanitaire (GCS) des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, visant à réaliser l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre Chirurgical Emile GALLE (SINCAL), par l'Unité de Stérilisation Centrale Stérilorr (USCS) rattachée au GCS ;
CONSIDERANT la demande présentée par le Centre Chirurgical Emile GALLE (SINCAL) en date du 12 septembre sollicitant l'autorisation de faire sous-traiter l'activité de stérilisation de ses dispositifs médicaux par la PUI du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;
CONSIDERANT la convention de prestation établie entre le Centre Chirurgical Emile GALLE (SINCAL) et le GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy signée le 12 septembre 2013, définissant leurs engagements respectifs ;
CONSIDERANT les observations formulées dans le rapport d'instruction du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique du Service Produits de Santé et Biologie de l'ARS de Lorraine, en date du 24 septembre 2013 ;

ARRETE

Article 1er - L'autorisation de la Pharmacie à Usage intérieur du Centre Chirurgical Emile GALLE (SINCAL) est modifiée comme suit à compter du 1er octobre 2013 :

- Le Centre Chirurgical Emile GALLE (SINCAL) assure les opérations de prédésinfection des dispositifs médicaux ;
- Les étapes de nettoyage, de conditionnement et de stérilisation proprement dites sont confiées (sous-traitance) à l'unité de stérilisation STERILORR du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville– Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy.

Article 2 - L'établissement s'engage à mettre en œuvre les dispositions permettant d'assurer le respect des bonnes pratiques et des normes techniques en vigueur.

Article 3 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux.

Article 4 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur l'Administrateur du GCS des Centres Hospitaliers de Lunéville – Pont-à-Mousson – Toul, du GCS de l'Ouest Vosgien, de la Maternité Régionale de Nancy et du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;
et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté ARS n° 2013-0959 du 25 septembre 2013 portant renouvellement, au docteur Eric DOLISI, de l'autorisation d'approvisionnement, de détention, de contrôle, de gestion et de dispensation des médicaments pour le traitement ambulatoire des infections sexuellement transmissibles et pour le traitement des réactions indésirables graves - UC-Centre de Médecine Préventive de VANDOEUVRE-LES-NANCY (54) - Site d'EPINAL (88) du Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sante publique, en particulier les articles L. 3121-1, L. 3121-2-1, D. 3121-38 à 42, R. 3121-43, R. 3121-44 et R. 5124-45 ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU l'arrêté n° 2013-0907 du 20 septembre 2013 portant renouvellement d'habilitation du site d'Epinal du centre de médecine préventive de Vandœuvre en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CIDDIST) ;
VU l'arrêté n° 2010-123 du 29 juin 2010 relatif à l'autorisation d'approvisionnement, de détention, de contrôle, de gestion et de dispensation de médicaments pour le traitement ambulatoire des infections sexuellement transmissibles et de médicaments pour le traitement des réactions indésirables graves - Centre de médecine préventive de Vandœuvre-lès-Nancy - Site d'Epinal Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles ;

CONSIDÉRANT la demande de renouvellement d'autorisation à faire assurer l'approvisionnement, détenir, contrôler, gérer et dispenser des médicaments, listés dans le dossier, ainsi que ceux à employer en cas d'allergie ou d'intolérance aux médicaments cités, destinés à la prise en charge thérapeutique des infections sexuellement transmissibles, présentée, le 24 juillet 2013, par le directeur de l'Union de Caisses - Centre de Médecine préventive de Vandœuvre-lès-Nancy, au profit du docteur Eric DOLISI, médecin responsable du CIDDIST 88 d'Epinal et de son suppléant, le docteur Thierry GODEFROY, directeur médical à Vandœuvre-lès-Nancy ;

CONSIDÉRANT que les éléments du dossier attestent que les médicaments précités sont détenus dans un lieu où n'ont pas librement accès les personnes étrangères à l'organisme et conservés dans les conditions prévues par l'autorisation de mise sur le marché, sous la responsabilité du docteur DOLISI ;

CONSIDÉRANT que l'activité du CIDDIST 88 d'Epinal, installé Maison de la Santé Saint-Jean - 31 rue Thiers à Epinal (88000), ne justifie pas la présence d'un pharmacien à temps plein ;

ARRETE

Article 1er - L'autorisation accordée au docteur Eric DOLISI à assurer :

- l'approvisionnement, la détention, le contrôle, la gestion et la dispensation des médicaments nécessaires au traitement ambulatoire des infections,

- la disponibilité du matériel et des médicaments nécessaires au traitement des éventuelles réactions indésirables graves, en sa qualité de médecin responsable du CIDDIST 88 d'Epinal (88000) de l'UC-CMP de Vandœuvre-lès-Nancy, est renouvelée.

Article 2 - En cas d'absence du docteur DOLISI, sa suppléance est assurée par le docteur Thierry GODEFROY, directeur médical à Vandœuvre-lès-Nancy.

Article 3 - Ce renouvellement d'autorisation est accordé pour une durée de trois ans à compter de la date du présent arrêté ou, le cas échéant, jusqu'à la rupture du contrat liant le docteur Eric DOLISI ou le docteur Thierry GODEFROY et l'UC-CMP de Vandœuvre-lès-Nancy (54).

Article 4 - Les matériels et médicaments nécessaires au traitement ambulatoire des infections, ainsi qu'au traitement des éventuelles réactions indésirables graves sont détenus et prescrits dans les conditions prévues par l'autorisation de mise sur le marché. Ils sont stockés dans un lieu accessible uniquement au personnel du CIDDIST.

Article 5 - Les docteurs Eric DOLISI et Thierry GODEFROY, en leur qualité de médecins, déclarent immédiatement tout effet indésirable susceptible d'être dû aux traitements dispensés par leurs soins, au centre régional de pharmacovigilance.

Article 7 - Lorsque les modalités de fonctionnement d'un centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles ne permettent plus de répondre aux obligations fixées aux articles D. 3121-39 et D. 3121-41, le directeur général de l'agence régionale de santé met en demeure la structure habilitée de s'y conformer dans le délai qu'il fixe. En cas d'urgence tenant à la sécurité des usagers, l'habilitation peut être suspendue.

Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, l'habilitation peut être retirée.

Article 8 - Les dispositions du présent arrêté peuvent faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois, à compter de la notification pour les intéressés ou de l'exécution des formalités de publication pour les tiers :

- auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP - pour le recours hiérarchique ;
- devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 place Carrière - CO N° 20038 - 54036 NANCY CEDEX - pour le recours contentieux.

Article 9 - Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au docteur DOLISI et au docteur GODEFROY, dont une copie sera adressée au directeur de l'UC-Centre de Médecine Préventive de Vandœuvre-lès-Nancy et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de la région Lorraine, de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté ARS n° 2013-0987 du 8 octobre 2013 modifiant l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la Société SYNAPSE SANTE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L.4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

VU l'arrêté ARS n° 2011-277 du 27 juillet 2011 autorisant la société SYNAPSE SANTE à dispenser de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement sis 27 avenue du Maréchal FOCH à TOUL (54200) ;

VU l'arrêté n° 2013-0115 du 31 janvier 2013 modifiant l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la société SYNAPSE SANTE ;

CONSIDÉRANT le dossier transmis, le 9 juillet 2013, par la société SYNAPSE SANTE, représentée par Monsieur Alain BOUCHE, co-gérant, sollicitant le transfert du site de rattachement du 27, avenue du Maréchal Foch à Toul au 9, rue Paul Langevin à Maxéville (54320) ;

CONSIDÉRANT l'avis du Conseil central de la section D de l'Ordre national des pharmaciens, rendu le 7 octobre 2013 ;

ARRETE

Article 1er - La Société « SYNAPSE SANTE » est autorisée à dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : Société à Responsabilité Limitée

Siège social : 9, rue Paul Langevin MAXEVILLE (54320)

Site de rattachement : 9, rue Paul Langevin MAXEVILLE (54320)

Pharmacien responsable : Madame Amélie MATHIS (0,35 ETP)

Aire géographique desservie :

- Lorraine : Moselle (57), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Vosges (88) ;

- Champagne Ardenne : Marne (51), Ardennes (08), Haute-Marne (52) ;

- Franche Comté : Haute-Saône (70) ;

- Alsace : Haut Rhin (68), Bas-Rhin (67).

Article 2 - Toute modification des éléments figurant dans la présente autorisation doit donner lieu à déclaration.

Article 3 - Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical.

Article 4 - Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation.

Article 5 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois

- Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP - pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 Place Carrière - 54036 NANCY cedex pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 7 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SYNAPSE SANTE à Toul et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens - Section D ;

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne ;

- Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Franche Comté ;
- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;
et inséré au recueil des actes administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Lorraine.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté ARS n° 2013-1052 du 22 octobre 2013 autorisant le transfert d'une officine de pharmacie du 6 rue du Général Patton à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY(54410) au 2 rue Lucien Galtier dans la même commune - LICENCE N°54#001076

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;
VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;
VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 3 décembre 1965 portant l'octroi de la licence n°322 pour l'exploitation d'une officine de pharmacie sise 10 rue de l'Armée Patton à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY (54410) ;
VU l'arrêté préfectoral DDASS/OSV n°00238-09 du 10 mars 2009 enregistrant sous le n° 1269 la déclaration d'exploitation de l'officine de pharmacie sise 6 rue du Général Patton à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY (54410) déposée par Madame Elodie SANTOS FRANCISCO, docteur en pharmacie, associée unique de la SELEURL «Pharmacie de la Marine» ;
CONSIDERANT la demande présentée par Madame Elodie SANTOS, docteur en pharmacie, gérante associée unique de la SELEURL «Pharmacie de la Marine», en vue de transférer l'officine de pharmacie qu'elle exploite 6 rue du Général Patton à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY (54410) au 2 rue Lucien Galtier dans la même commune, demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier, le 25 juin 2013 ;
CONSIDERANT conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :
- l'avis favorable émis par le Préfet de la Meurthe-et-Moselle en date du 10 juillet 2013 ;
- l'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 11 juillet 2013 ;
- l'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle en date du 6 août 2013 ;
- l'avis favorable émis par l'Union Nationale des Pharmacies de France en date du 14 août 2013 ;
- l'avis favorable émis par l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine en date du 30 juillet 2013 ;
CONSIDERANT que la population municipale de la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY est de 6012 habitants selon le recensement de la population légale en 2010 entré en vigueur le 1er janvier 2013 ;
CONSIDERANT que 2 officines de pharmacie sont implantées sur la commune, rue du Général Patton, et distantes de 200 mètres ;
CONSIDERANT que le transfert projeté n'a pas pour effet de compromettre l'approvisionnement en médicaments de la population desservie ;
CONSIDERANT que le lieu projeté pour le transfert de l'officine est distant d'environ 350 mètres de l'emplacement actuel, et l'éloigne de la deuxième pharmacie ;
CONSIDERANT que le lieu projeté pour le transfert de l'officine est une ancienne zone industrielle restructurée, comportant environ 800 logements en construction ;
CONSIDERANT que le lieu projeté pour le transfert de l'officine est une ancienne zone industrielle restructurée, comportant environ 800 logements en construction ;
CONSIDERANT que le lieu proposé pour le transfert permettra une desserte optimale de la population ;
CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;
CONSIDERANT que, au vu de la demande déposée, les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies sous réserve des observations figurant dans l'avis rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique en date du 5 septembre 2013 ;
CONSIDERANT que les conditions fixées par l'article L. 5125-3 du Code de la Santé Publique, conditionnant l'octroi d'un transfert d'officine sont donc satisfaites ;

ARRETE

Article 1er - La demande de licence présentée par Madame Elodie SANTOS, docteur en pharmacie, associée unique de la SELEURL «Pharmacie de la Marine», en vue de transférer l'officine de pharmacie qu'elle exploite 6 rue du Général Patton à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY (54410) au 2 rue Lucien Galtier dans la même commune **est accordée**.

Article 2 - La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n°57#001076

Article 3 - L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation peut être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en cas de force majeure.

Article 4 - L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente doit être déclarée auprès du Conseil compétent de l'Ordre des Pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 - La licence n°57#00322 octroyée le 3 décembre 1965 sera caduque dès la réalisation du transfert et remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 6 - L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constaté par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 - Toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 - Toute modification des éléments du présent arrêté devra faire l'objet d'une déclaration aux autorités compétentes.

Article 9 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 10 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Elodie SANTOS et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
- Monsieur le Président de l'Union des Syndicats de Pharmaciens d'Officine de Lorraine,
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle,

et sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Lorraine et du département de la Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2013-1049 du 22 octobre 2013 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;
 VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
 VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
 VU le décret n° 2010-346 du 31 mars 2010 relatif aux commissions de coordination des politiques publiques de santé ;
 VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;
 VU l'arrêté, n° 2012-0955 en date du 10 septembre 2012 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile ;

ARRETE

Article 1er - La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Membres de droits

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- Le représentant du préfet de région ;
- Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :
 - * Le recteur de l'académie ou son représentant ;
 - * Le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;
 - * Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
 - * Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
 - * Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
 - * Le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse ;
 - * Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Jean-Claude PISSENEM (Conseiller Général Meurthe et Moselle)	Marie-Christine COLOMBO (Médecin Responsable PMI CG 54)
Sylvain DENOYELLE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Roland CORRIER (Conseiller Général de Bar le Duc Nord)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Vice Président Conseil Général des Vosges)	Anne CLEMENCE (Chef de service PMI - Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes ou des communes	
Jean-François GRANDBASTIEN (Maire de Frouard 54)	Jean-Pierre LA VAULLEE (Maire de Guénange 57)
Bernard MULLER (Maire de Commercy 55)	Martial MIRAU COURT (Maire de Givrauval 55)
Colette MARCHAL (Maire de Nomexy 88)	Véronique MARCOT (Maire de Xertigny 88)
Catherine LAPOIRIE (Maire de Ay-sur-Moselle 57)	En attente de désignation

Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne-Frédérique SIMS LAGADEC (Directrice de la CARSAT du Nord-est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-est)
Pascal ENRIETTO (Directeur CPAM des Vosges)	Emmanuelle LAFOUX (Directrice CPAM de Moselle)
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Nathalie PINEL (Directrice Adjointe RSI de Lorraine)
Jean-Louis DEUTSCHER (MSA Lorraine)	Dominique OLIOT (MSA Lorraine)

Membres supplémentaires

- Le Président du Régime Local Alsace Moselle ou son représentant ;
- Le Directeur Interrégional de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Est-Strasbourg ou son représentant ;
- Le Président de la Mutualité Française ou son représentant.

Article 2 - La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 3 - Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 22 octobre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2013-1050 du 22 octobre 2013 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-346 du 31 mars 2010 relatif aux commissions de coordination des politiques publiques de santé ;

VU le décret en date du 13 décembre 2013, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté, n° 2012-0956 en date du 10 septembre 2012 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux ;

ARRETE

Article 1er - La commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Membres de droits

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- Le représentant du préfet de région ;
- Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :
 - * Le recteur de l'académie ou son représentant ;
 - * Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;
 - * Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
 - * Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
 - * Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)	Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Dominique OLIVIER (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	Marie-Annick HELFER (Directrice des Personnes âgées et personnes handicapées - CG 54)
Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Alain VERNEAU (Conseiller général de Commercy)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Conseiller Général délégué des Vosges)	Marine AUSSÉDAT (Chef de service des établissements - Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes ou des communes	
Philippe DAVID (maire d'Hayange 57)	Pascal JACQUEMIN (maire de Villers les Nancy 54)
Maurice CLAUDEL (maire de Cornimont 88)	Guy VAXELAIRE (maire de La Bresse 88)
Guy VATTIER (maire de Briey 54)	A désigner
A désigner	A désigner

Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne-Frédérique SIMS LAGADEC (Directrice de la CARSAT du Nord-est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-Est)
Sarah VIDECOQ-AUBERT (Directrice CPAM de Meurthe-et-Moselle)	Jérôme THIROLLE (Directeur CPAM de la Meuse)
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Nathalie PÎNEL (Directrice Adjointe)
Jean-Louis DEUTSCHER (MSA Lorraine)	Pascal DUPIC (MSA Lorraine)

Membre supplémentaire :

Le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges, ou son représentant.

Article 2 - La commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 3 - Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 - Le Directeur Général, de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 22 octobre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2013-1054 du 22 octobre 2013 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe & Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret n° 2010-347 du 31 mars 2010 relatif à la composition et au mode de fonctionnement des conférences de territoire ;

VU le décret en date du 13 décembre 2012, portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2010-391 en date du 25 novembre 2010, définissant les territoires de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011 - 35 en date du 7 février 2011, portant composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté n° 2013 - 0868 en date du 10 septembre 2013, modifiant la composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;

A R R E T E

Article 1er - La conférence de territoire de Meurthe et Moselle dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : ETABLISSEMENTS DE SANTE

Représentants des personnes morales gestionnaires des établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Renaud MICHEL (FEHAP - OHS VANDOEUVRE)	Claude SCHARF (FEHAP - Directeur MH Baccarat)
Gilles BAROU (FHF - CPN Laxou)	Eric GAUTHIER (FHF - Cirey sur Vezouze)
Bernard DUPONT (FHF - CHU Nancy)	Jean-Marc LALLEMAND (FHF - CH Lunéville)
En attente de désignation	Françoise OPIOLA (Directrice UGECAM - IRR)
Jacques DELFOSSE (FHP-Vitalia)	Philippe TOURRAND (FHP-Clinique Essey)

Présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Hélène NOEL (FEHAP MH Saint Charles)	Anne-Marie PEDUZZI (FEHAP MRCSSR Flavigny sur Moselle)
Michel CLAUDON (FHF - CHU)	Alain MITON (FHF - Maternité Régionale)
David PINEY (FHF - Lunéville)	Isabelle GINDRE (FHF - Toul)
Christian BRETON (FHP - Clinique Louis Pasteur)	Vincent MAUVADY (FHP - Clinique Ambroise Paré)

Collège n° 2 : REPRESENTANTS DES PERSONNES MORALES GESTIONNAIRES DE SERVICES ET D'ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICAUX SOCIAUX

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Josée MONTOYA (GEPSo - CAPs Rosières aux Salines)	Agnès COLLIN-PEROCHON (GEPSo - MAS LAXOU)
Michel MORIN (FEHAP - ALAGH)	Xavier LEFEVRE (FEHAP - EHPAD Pulnoy)
Jacques JEANJEAN (FEGAPEI)	Alexandre HORRACH (DG AEIM)
Brigitte HENNEQUIN (URIOPSS)	Patrick FAIVRE (CEDV Santifontaine)
Patrick MESSEIN (FNAQPA)	Catherine CHAIX (EPAH Maxéville)
Caroline GUILLOTIN (FHF - Thiaucourt)	Joëlle BACK (FHF - Faulx)
Geneviève MOREAUX (SYNERPA - KORIAN PLAISANCE)	Xavier MURGIA (SYNERPA - La Roche aux Carmes - Longwy)
Yves BATON (administrateur ADMR)	Jean Marc LUCIEN (Directeur ADMR 54)

Collège n° 3 : REPRESENTANTS DES ORGANISMES OEUVRANT DANS LES DOMAINES DE LA PROMOTION DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION OU EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christine GRANGE (Inspection Académique)	Martine ROSENBAKER-BERLEMONT (SIUMPPS)
Michel MARTIN (URHAJ)	Pascal HOULNE (ARS)
Christian PALLAS (UC-CMP)	Marie-Christine CLERY (UNAFAM)

Collège n° 4 : PROFESSIONNELS DE SANTE

représentant les médecins

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne BELLUT (dermatologue)	Michel VIRTE (O.R.L.)

représentant les autres professionnels de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Philippe DENRY (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)	Julien GRAVOULET (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)

Claudine GILLANT (Présidente URPS Infirmiers)	Thierry PECHEY (Convergence Infirmière)
Patrick CORNE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)	Corinne FRICHE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)
Marc AYME (Président URCDL)	Philippe BICHET (Trésorier URCDL)

représentant les internes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marion OUALI-KISLER	Andres HUERTAS

Collège n° 5 : REPRESENTANTS DES CENTRES DE SANTE, MAISONS DE SANTE, POLES DE SANTE ET RESEAUX DE SANTE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Jacques ANTOINE (FEMALOR)	Brigitte CLEMENT (Centre Santé Lorraine Nord CARMI Est)
Catherine COLLARD (représentante MRSL Pays Lunévillois)	Marc DEBOUVERIE (Président LORSP)

Collège n° 6 : ETABLISSEMENTS ASSURANT DES ACTIVITES DE SOINS A DOMICILE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Dominique AUGUSTIN (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)	Agnès DUCRET (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)

Collège n° 7 : REPRESENTANTS LES SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	Camille CINQUALBRE (SST du BTP 54)

Collège n° 8 : REPRESENTANTS DES USAGERS

associations agréées article L.1114-1 du code de la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christiane MARCHAL (UDAF 54)	Monique CANIN (Familles Rurales)
Chantal SIBUE De-CAIGNY (ATD QUART MONDE)	Stéphane VOINSON (Espoir 54)
Bernard BLAISON (ALIRAS)	Fernand TIBERI (APF)
Jean-Philippe JULO (AIDES)	Martine BOUFERGUENE (SOS Hépatites)
Denis LEROY (FNAIR)	Marianne RIVIERE (AFL+)

associations des personnes handicapées et des retraités et personnes âgées

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation
Bernard RUDEAU (Retraité CFDT)	Pierrette HOFFMANN (retraîtée FSU)

Collège n° 9 : REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

un représentant du Conseil Régional

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daouia BEZAZ (Conseiller Régional)	Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente CR)

deux représentants des groupements de communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
André ROSSINOT (Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)	Valérie JURIN (conseillère communautaire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)
Jacques FLORENTIN (Président de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHERY (Vice-présidente de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)

deux représentants des communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	Pascal JACQUEMIN (maire de Villers les Nancy)
Valérie ROSSO-DEBORD (adjointe au maire de Nancy)	Jean-Luc SENAULT (maire de Flavigny sur Moselle)

deux représentants des conseils généraux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Michèle PILOT (Vice présidente du Conseil Général Meurthe et Moselle)	Michel MARCHAL (Conseiller Général Meurthe et Moselle)
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale - Vice présidente du Conseil Général Meurthe et Moselle)	Rose-Marie FALQUE (Conseillère générale Meurthe et Moselle)

Collège n° 10 : REPRESENTANTS DE L'ORDRE DES MEDECINS

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Eliane ABRAHAM	Jean-Paul SCHLITTER

Collège n° 11 : PERSONNES QUALIFIEES

Professeur François PAILLE (CHU Nancy)
Docteur Jacqueline DIETSCH
Jean-Marie SCHLERET

Article 2 - Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe & Moselle.
Nancy, le 22 octobre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

SECRETARIAT DE DIRECTION

Arrêté du 1er octobre 2013 portant délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal (SIP-SIE de BRIEY)

Le comptable, responsable du SIP-SIE de Briey, 16, avenue Albert de Briey à BRIEY,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;
VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 257 A, L. 247 et R* 247-4 et suivants ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

ARRETE

Article 1er - Délégation de signature est donnée à M. CORROY Eric, Inspecteur divisionnaire, adjoint au responsable du SIP-SIE de BRIEY à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;
- 3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;
- 4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;
- 5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
- 7°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 24 mois et porter sur une somme supérieure à 60 000 € ;
- 8°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
- 9°) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2 - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
 - 2°) en matière de gracieux fiscal d'assiette et de recouvrement, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
 - 3°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
 - 4°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
 - 5°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
DE RIBEIRO Ghislaine	inspectrice	15 000 €	15 000 €	12 mois	30 000 €
DESLANDES Gaëlle	inspectrice	15 000 €	15 000 €	12 mois	30 000 €
BANCHELIN Aline	contrôleur	10 000 €	10 000 €	10 mois	8 000 €
BARAUX Annick	contrôleur	10 000 €	10 000 €	10 mois	8 000 €
BARAUX Lysiane	contrôleur	10 000 €	10 000 €	10 mois	8 000 €
BONDIL Marie-Laure	contrôleur	10 000 €	10 000 €	12 mois	15 000 €
MIANO Claudine	contrôleur	10 000 €	10 000 €	10 mois	8 000 €
MONTINI Cristel	contrôleur	10 000 €	10 000 €	10 mois	8 000 €
REISS Brigitte	contrôleur	10 000 €	10 000 €	3 mois	2 000 €
ANCELIN Sylvie	agent	2 000 €	2 000 €	3 mois	2 000 €
WOZNIAK Christine	agent	2 000 €	2 000 €	3 mois	2 000 €

Article 3 - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

- 1°) en matière de gracieux fiscal de recouvrement, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
 - 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
 - 3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;
 - 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;
- aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
BALDINI Denise	contrôleur	8 000 €	12 mois	8 000 €
MATERGIA Joëlle	contrôleur	8 000 €	10 mois	8 000 €
PIGOT Martine	contrôleur	8 000 €	10 mois	8 000 €
BORGER Michel	agent	2 000 €	10 mois	8 000 €

Article 4 - Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) en matière de gracieux fiscal d'assiette, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses
ALVAREZ Roger	contrôleur	10 000 €	10 000 €
DELPierre Martine	contrôleur	10 000 €	10 000 €
KOZIOL Chantal	contrôleur	10 000 €	10 000 €
WYNEN Annick	contrôleur	10 000 €	10 000 €
BOHN Pierre	agent	2 000 €	2 000,00 €
CANEVE Martine	agent	2 000 €	2 000 €
CONTA Sylviane	agent	2 000 €	2 000 €
GAEL Brigitte	agent	2 000 €	2 000 €
GELINET Alain	agent	2 000 €	2 000 €
HERMENT-PIERNAS Catherine	agent	2 000 €	2 000 €
LOUIS Chantal	agent	2 000 €	2 000 €
PIERRE Jocelyne	agent	2 000 €	2 000 €
PUZIAK Danièle	agent	2 000 €	2 000 €
ROYER Nadine	agent	2 000 €	2 000 €

Article 5 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Briey, le 1er octobre 2013

Le comptable, responsable du SIP-SIE de BRIEY,
Jean-Pascal BOUCHER

Arrêté du 18 octobre 2013 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques

Le Directeur Départemental des Finances Publiques,

VU :

- le code général de la propriété des personnes publiques,
- le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
- la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques à compter du 1er avril 2012,
- l'arrêté préfectoral n° 2012240-0048 du 27 août 2012 portant délégation de signature de M. Jean-Robert LOPEZ, Préfet du Territoire de Belfort, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er - En application de l'arrêté préfectoral n° 2012240-0048 du 27 août 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Nathalie SAULNIER, Inspecteur divisionnaire,
- M. David de BEAUMONT, inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Claudine PAULY, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 - Le préfet du Territoire de Belfort et le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le directeur départemental.

Nancy, le 18 octobre 2013

Pour le préfet du Territoire de Belfort et par délégation,
L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/390 du 22 octobre 2013 portant dissolution de l'association foncière de VILLERS-LES-MOIVRONS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2013 portant institution d'une association foncière dans la commune de VILLERS LES MOIVRONS ;

VU la délibération du 30 juin 2003 du bureau de l'association foncière de VILLERS LES MOIVRONS décidant de transmettre à la commune son patrimoine et de demander sa dissolution ;

VU la délibération du 16 juin 2003 du conseil municipal de VILLERS LES MOIVRONS acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;

VU l'acte administratif publié aux hypothèques de NANCY le 20 mars 2013 ;

CONSTATANT que l'association foncière de VILLERS LES MOIVRONS n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - L'association foncière de VILLERS LES MOIVRONS est dissoute.

Article 2 - Le patrimoine foncier de l'association foncière de VILLERS LES MOIVRONS est transféré à la commune de VILLERS LES MOIVRONS qui en assurera l'entretien.

Article 3 - Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de VILLERS LES MOIVRONS sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de VILLERS LES MOIVRONS.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de VILLERS LES MOIVRONS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Copie à : - M. le président de la chambre d'agriculture

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Arrêté 2013/DDT54/ADUR/008 du 21 octobre 2013 portant dissolution de l'association foncière urbaine autorisée (AFU) de la "Brigade" à HEILLECOURT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n°2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires, notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment l'article L 322- 1 et suivants relatifs aux associations foncières urbaines ;

VU l'arrêté préfectoral n°77DE0049UOC du 19 janvier 1977 autorisant la constitution de l'association foncière urbaine ayant pour objet le remembrement de terrains de terrains situés sur le territoire de la commune de HEILLECOURT, au lieu-dit "La Brigade" ;

VU la lettre du 22 juillet 2013 du président de l'AFU demandant la dissolution ;

VU le Procès verbal de assemblée générale extraordinaire de l'AFU du 17 janvier 2011 acceptant la liquidation ;

VU l'avis du Trésorier Public de VANDOEUVRE en date du 17 septembre 2013 ;

CONSIDÉRANT la demande de dissolution de l'AFU de "la Brigade" à HEILLECOURT, émanant des membres de l'association ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - L'association foncière urbaine (AFU) de "la Brigade" à HEILLECOURT est dissoute à compter de la date du présent arrêté.

Article 2 - L'actif de trésorerie de l'association sera versé à la commune de HEILLECOURT.

Article 3 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de HEILLECOURT pendant un délai de deux mois.

Article 4 - L'arrêté sera notifié au président de l'AFU de "la Brigade" qui procédera à la notification de l'arrêté à l'ensemble des propriétaires.

Article 5 - Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental des territoires, Monsieur le maire de HEILLECOURT, Monsieur le Trésorier Public, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 21 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE*Pôle nature, biodiversité, pêche*

Arrêté 2013/027 du 21 octobre 2013 définissant les prescriptions de l'aménagement foncier agricole et forestier de la commune de CLAYEURES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le titre II du Livre I du Code Rural (parties Législative et Réglementaire),

VU le code de l'environnement, parties législatives et réglementaires dans ses :

- Livre II - titre I relatif à l'eau et aux milieux aquatiques et notamment ses articles L. 210-1, L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 (relatifs aux installations, activités et travaux soumis à autorisation ou déclaration), L. 212-1 à L. 212-3 et L. 212-17,

- Livre III relatifs aux espaces naturels et plus particulièrement les articles L. 341-1 et suivants (relatifs aux monuments naturels et sites classés), les articles L. 361-1 et suivants (relatifs à l'accès à la nature),

- Livre IV - titre I relatif à la protection de la faune et de la flore, et notamment les articles L. 411-1 et L. 411-2 et les articles L. 414-1 à L. 414-7,

- Livre V – titre VI relatif à la prévention des risques naturels, et notamment son article L. 562-1,

- L. 341-1 et suivants relatifs aux monuments naturels et sites classés,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 122-1 et suivants (relatifs aux schémas de cohérence territoriale), L. 123-1 et suivants (relatifs aux plans locaux d'urbanisme), L. 130-1 (classement des espaces boisés) et L123-1-5 (protection des éléments du paysage présentant un intérêt écologique),

VU le code du patrimoine et notamment ses articles L. 510-1 et suivants concernant l'archéologie préventive, L. 531-14 relatifs aux découvertes fortuites, L. 544-3 et L. 544-4 relatifs aux sanctions encourues, L. 621-31 et suivants relatifs aux périmètres de protection des monuments historiques classés ou inscrits et les articles L. 641-1 à L. 642-7 relatifs aux espaces protégés,

VU le code forestier et en particulier ses articles L. 341-1 et suivants, L. 342-1 relatif aux défrichements soumis ou non à autorisation préalable

et L. 214-13 relatif au défrichement et aux forêts relevant du régime forestier ;
VU la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;
VU la directive 79-409-CEE du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;
VU la directive 92-43-CEE du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats ainsi que de la faune et la flore sauvages ;
VU l'arrêté SGAR n°2009-523 du 27 novembre 2009 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;
VU l'arrêté ministériel du 3 janvier 1994 relatifs à la liste des espèces végétales protégées en région Lorraine complétant la liste nationale ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 rectifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'étude d'aménagement prévue à l'article L. 121-1 du code rural et réalisée conformément aux dispositions de l'article R. 121-20 du code rural, en ce qui concerne les recommandations pour la détermination et la conduite des opérations quant à la prévention des risques naturels relatifs notamment à l'érosion des sols, quant à l'équilibre de la gestion des eaux, à la préservation des espaces naturels remarquables ou sensibles, des paysages et des habitats des espèces protégées ainsi qu'à la protection du patrimoine rural ;
VU les propositions de prescriptions émises, en application de l'article L. 121-14 I et l'art. R. 121-20-1 du code rural, par la Commission Communale d'Aménagement Foncier de la commune de CLAYEURES dans la séance du 27/05/2010 ;
VU les avis sollicités auprès des conseils municipaux des communes de CLAYEURES, EINVAUX, concernées par l'aménagement foncier ;
VU le périmètre de l'opération d'aménagement foncier adopté au vu des résultats de l'enquête publique par la commission communale d'aménagement foncier du 19/09/2011 ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Périmètre d'application des prescriptions

Les prescriptions ci-dessous s'appliquent au territoire inclus dans le périmètre mis à enquête publique de la proposition d'aménagement foncier agricole et forestier envisagé dans la (ou les) commune(s) de CLAYEURES, EINVAUX, ROZELIEURES, FROVILLE, BORVILLE.

Article 2 - Prescriptions

Les prescriptions, que la commission communale d'aménagement foncier devra respecter en application de l'article R. 121-22 du code rural, sont fixées comme suit :

A. Volet « risques naturels et érosion »

Dans le secteur à forte pente au nord du village (cf. annexe n°1), la vocation prés et vergers de ce secteur devra être préservée et les parcelles devront être attribuées préférentiellement aux propriétaires en place, ou éventuellement à des éleveurs pour pâturage pour les parcelles de prés/vergers. Le ruisseau à l'Ouest au lieu dit « La Prévote Georges » ne devra être ni élargi ni approfondi à l'amont du village. Il faudra éviter la création de chemins et fossés dans le talweg à l'Est du village au lieu dit « A la Heche », sauf impossibilité technique démontrée. Les chemins de desserte des vergers devront être le plus possible parallèles aux courbes de niveau. Des haies buissonnantes, constituées d'espèces à développement touffu dès la base, devront être implantées perpendiculairement à la ligne de plus grande pente, en amont des zones habitées, notamment en bordure de voirie. Ce réseau de haies devra être plus dense dans les talwegs.

B. Volet eau

Intervention dans le lit mineur d'un cours d'eau

Les interventions dans le lit mineur des cours d'eau seront limitées à un entretien (CF. article L.215-14 du Code de l'Environnement) ayant pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon potentiel écologique notamment, par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation de rives.

Le réseau de cours d'eau est reporté sur l'annexe n°1 jointe au présent arrêté.

A l'issue de l'aménagement foncier, les ripisylves devront couvrir 50% du linéaire des cours d'eau mentionnés sur l'annexe n°1. Elles peuvent être discontinues. Pour y parvenir, l'étude d'impact devra vérifier si cet objectif est atteint par cours d'eau principal et sinon, définir les secteurs où des ripisylves devront être créées en privilégiant les cours d'eau dénudés.

Les ripisylves, prévues dans le programme de travaux projeté par l'Association Foncière ou la Commune, devront être composées d'espèces arbustives ou arborescentes locales adaptées aux zones humides ; les peupliers et les conifères y sont interdits. La partie de la bande non couverte par une végétation arbustive ou arborescente devra être enherbée.

Les ripisylves existantes ou créées devront être entretenues et protégées soit en attribuant leurs emprises à un maître d'ouvrage public soit par les mesures de protection prévues à l'article L. 126-3 du code rural. Les ripisylves peuvent être implantées sur les bandes enherbées. Sur l'Euron, les emprises attribuées à un maître d'ouvrage public devront être de 10 m de large de part et d'autre de la berge. Pour les autres cours d'eau, l'emprise attribuée à un maître d'ouvrage public pour planter une ripisylve devra être d'au minimum 3 mètres.

Tout élargissement du profil en travers des cours d'eau et toute modification de leur profil en long, en dehors des ouvrages de franchissement, est interdite. « sauf travaux autorisés dans le cadre de la Loi sur l'Eau et portés par une collectivité publique »

Intervention dans le lit majeur d'un cours d'eau

Dans le lit majeur des cours d'eau (zone inondable), les installations et ouvrages devront respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Les remblais dans le lit majeur seront interdits sauf ceux nécessaires à des travaux, ouvrages ou installations d'intérêt général et après réalisation de mesures compensatoires..

Ouvrages de franchissement des cours d'eau

Dans le cadre de la modification du réseau de la voirie, il conviendra de rétablir systématiquement les écoulements naturels par la création d'ouvrages de franchissement adaptés.

Ces ouvrages devront respecter les prescriptions des arrêtés ministériels du 28 novembre 2007 et 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant respectivement des rubriques 3.1.2.0 (2°) et 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement. Ils devront notamment respecter l'article 6 de l'arrêté du 28 novembre 2007 sur la rubrique 3.1.2.0 à savoir être positionnés de façon à garantir la continuité écologique et avec le radier calé à environ 30 cm au-dessous du fond du lit du cours d'eau et recouvert d'un substrat de même nature que celui du cours d'eau.

Assainissement

L'arrêté ministériel du 22/06/2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement stipule à l'article 13 que « Les stations d'épuration ne doivent pas être implantées dans des zones inondables, sauf en cas d'impossibilité technique. »

Zone humide

Au vu de leurs nombreuses fonctionnalités, la préservation des zones humides remarquables ou ordinaires est un enjeu majeur de la réglementation (article L. 211-1 du code de l'environnement) et du SDAGE Rhin-Meuse (en particulier la disposition T3-O7.4-D2). La restauration des zones humides ne doit en aucun cas se substituer à leur protection. La priorité reste la protection et la préservation des milieux existants, à la fois en terme de surface et d'état de conservation (disposition T3-O7.5.1-D1). Les atteintes à ces milieux doivent en premier lieu être évitées.

Il conviendra de maintenir en l'état les mares, sur lesquelles aucun comblement ne sera effectué. Les ceintures de végétation autour des mares et étangs devront être préservées.

Les parcelles comportant des mares, les prairies humides de la vallée seront préférentiellement attribuées à des éleveurs pour conservation du couvert actuel. Le drainage de ces zones devra dans la mesure du possible être évité.

Les autres parcelles limitrophes de l'Euron, actuellement en culture seront également préférentiellement attribuées à des éleveurs pour faciliter une éventuelle remise en herbe ultérieure en zone inondable comme envisagé dans le COAD.

Dans les zones humides tout dépôt de matériaux temporaire ou définitif est interdit, en particulier pendant la phase de travaux connexes.

Le projet de lagunage envisagé à l'emplacement de la roselière (actuellement parcelle n°ZH 89) localisé dans la plaine de l'Euron en zone humide doit être déplacé.

C. Volet environnemental et paysager

1. Habitats et espèces et protégés

Des habitats et des espèces patrimoniales et/ou protégées (castor, plantes, odonates, amphibiens, poisson et oiseaux) sont présents ou susceptibles d'être présents sur le périmètre d'aménagement et en particulier dans la vallée l'Euron et ses affluents.

Il est rappelé qu'en vertu de l'article L 411-1 du code de l'environnement, **la destruction, le prélèvement la capture de spécimens d'espèces protégées faune et flore, y compris la destruction, l'altération ou la dégradation du milieu particulier à ces espèces animales ou végétales, sont interdits.**

Des dérogations peuvent toutefois être autorisées en application de l'article L. 411-2 4° du code de l'environnement dans le cas d'un intérêt public majeur et ce, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle. Il appartiendra à la CCAF de démontrer cet intérêt majeur sans lequel aucune autorisation ne pourra être délivrée ultérieurement.

Les autorisations relèvent d'une décision préfectorale sauf pour certaines espèces faisant partie de la liste fixée par l'arrêté du 9 juillet 1999 des espèces de vertébrés menacés d'extinction.

La grande diversité des milieux et la présence d'espaces boisés, d'une large ceinture de vergers sont favorables à cette diversité faunistique.

Le travail du géomètre devra autant que possible permettre la réalisation d'échanges de parcelles supportant les mêmes pratiques agricoles, notamment pour les vergers, les prairies, limitant ainsi les risques d'impacts sur certaines espèces patrimoniales et/ou protégées.

A noter qu'un certain nombre d'espèces présentes dans le périmètre de l'aménagement foncier requiert une attention particulière :

- **Le castor** (protégé sur le territoire national, Directive Habitat Faune Flore : annexes II et IV) ;
- **L'alouette des champs** ;
- **La bécassine des marais...**

Le castor :

Au vu de la forte problématique "castor" dans la vallée de l'Euron et afin de concilier protection d'une espèce emblématique et activité agricole notamment, une zone de 1 ha minimum sera attribuée à la commune en bordure d'Euron pour création d'une zone de gagnage. L'objectif de cette mesure est d'essayer de fixer les populations de castor déjà présentes sur une zone précise et de limiter ainsi les dégâts sur les cultures.

Les caractéristiques techniques de cette zone sont les suivantes :

- surface de 1 ha minimum,
- bande le long du cours d'eau d'une largeur minimum de 5 m ponctuée de zones plus larges (30 m au maximum),
- implantée de salicacées (saule vannier, saule blanc, saule fragile),
- localisation préférentielle sur des parcelles présentant actuellement des difficultés d'exploitation.

Les services de l'ONEMA pourront être associés à la démarche pour la mise en place et le suivi de cette zone.

La Bécassine des marais (en danger sur la liste rouge des oiseaux nicheurs en France) :

Les menaces identifiées pour cette espèce sont celles relatives aux habitats : les aménagements hydro-agricoles ou autres aboutissant au drainage, à l'assèchement des milieux marécageux, (...). (extrait des cahiers d'habitats Natura 2000 : tome 8 oiseaux). Les prescriptions quant à la préservation des prairies humides et de la zone de roselière de la plaine de l'Euron indiquées dans un précédent paragraphe vont dans ce sens.

Le dossier d'étude d'impact de l'AFAF devra présenter une rubrique sur les espèces protégées (faune et flore) plus particulièrement, un état initial complet et actualisé, de la faune et de la flore en spécifiant le statut de protection éventuelle, l'état de conservation des espèces, les impacts potentiels de l'AFAF sur ces espèces et les mesures qui seront adaptées pour supprimer, réduire voire compenser ces impacts. Une attention particulière sera portée à la roselière, pour les amphibiens et les odonates notamment.

2. Bois, vergers et haies

Des classements « vergers » et « bois » seront réalisés.

Haies

Il est souhaitable de pérenniser/maintenir le réseau de haies et de boisements identifiés sur les cartes du COAD.

La conservation de ces linéaires permettra de limiter les impacts sur la faune et la flore tout en continuant à bénéficier de leurs capacités anti-érosives ou brise vent, et de leur fonction paysagère.

Les limites séparatives des nouvelles parcelles devront donc autant que possible s'appuyer sur les éléments linéaires existants du paysage.

Tout linéaire de haies et de talus supprimé dans le cadre des travaux connexes devra être compensé par la création de linéaire de haies de longueur équivalente a minima, le long des chemins par exemple, plantés d'espèces locales et préférentiellement d'arbres de haut jet.

Ces nouveaux linéaires devront être positionnés de manière à maintenir/restaurer les continuités écologiques en privilégiant les points de rupture des corridors identifiés dans l'état des lieux (cf.annexe 2).

Une restructuration du paysage est par ailleurs souhaitable dans les secteurs les plus dénudés identifiés sur la carte jointe (cf.annexe 2) en confortant les éléments naturels existants et en réalisant de nouvelles plantations, tout en assurant la continuité des corridors écologiques.

Les secteurs les plus dénudés sont les suivants :

- Au nord de l'Euron, les zones de la basse des cochons, la basse des quartiers, le grand Feys,
- Au sud de l'Euron, les zones devant le moulin, Severeil).

Un élargissement de la RD122 et de la voie communale au sud est du village est prévu. Les nouvelles emprises devront de préférence être conçues de sorte à préserver les haies et les vergers existants.

Les travaux d'arasements de haie devront intervenir hors période de nidification des oiseaux c'est à dire de mars à juillet compris, idéalement en janvier/février.

Vergers et prairies

Les vergers et en particulier les zones de vergers traditionnels, doivent être préservés au maximum ainsi que les arbres isolés.

Dans les secteurs de vergers et de jardins identifiés dans l'état des lieux, les nouvelles attributions devront respecter cette même nature de culture afin de s'assurer du maintien et de l'entretien de ces zones spécifiques ou éventuellement, dans une moindre mesure être attribuées à des éleveurs pour pâturage des parcelles près/vergers.

Les travaux dans les vergers devront intervenir hors période de nidification des oiseaux c'est à dire de mars à juillet compris, idéalement en janvier/février.

Les surfaces en prairie doivent également être préservées au maximum :

- en attribuant les parcelles correspondantes préférentiellement aux propriétaires en place, ou éventuellement à des éleveurs pour maintenir leur vocation initiale,
- en respectant les limites des prairies naturelles de fauche,
- en évitant de les associer à des parcelles labourables.

En outre, il est souhaitable que l'étude d'impact identifie les arbres remarquables (vieux creux, morts, têtards). La conservation (au minimum pendant la période de nidification) des vieux creux est en particulier importante dans les zones de vergers, pour les espèces cavernicoles. La présence de ce genre d'arbres dans des boisements linéaires, haies ou plantation d'alignement pourra motiver leur protection au titre de l'article L. 126-3 du code rural.

Forêt et boisements non linéaires

Les boisements non linéaires seront préférentiellement attribués aux propriétaires en place ou à des éleveurs lorsqu'ils sont situés dans des prairies pour en assurer le maintien.

Rappel :

- Les déboisements dans des massifs forestiers d'une surface de plus de 4 ha d'un seul tenant ou dans des massifs relevant du régime forestier doivent faire l'objet d'une autorisation.
- Tout défrichement est interdit dans les espaces boisés classés (cf. art. L130-1 du Code de l'urbanisme) sauf modification du document d'urbanisme.

Zones constructibles publiques et privées

Le choix des emprises pour d'éventuels aménagements communaux devra prendre en compte la préservation des trames vertes et bleues. L'orientation des parcelles projetées devra assurer au mieux une transition entre les zones de vergers et d'habitations.

D. Randonnée

Au titre de l'article L361-1 du code de l'environnement, la continuité et le rétablissement des chemins de randonnée inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée seront assurées.

E. Volet Archéologie préventive

Si lors de la réalisation des travaux connexes, des vestiges archéologiques sont mis à jour, ils devront être immédiatement signalés au service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes.

F. Déroulement des travaux

Pendant les travaux, aucun engin ne devra circuler dans le lit des cours d'eau. Les travaux seront exécutés depuis les berges. Tout devra être mis en œuvre pour d'une part empêcher le transport des matières en suspension dans le lit mineur des cours d'eau et d'autre part éviter toute pollution chimique due à l'utilisation des engins.

L'entretien des ripisylves ou de haies devra s'effectuer en dehors de la période de nidification des oiseaux.

La destruction de haies devra s'effectuer en dehors de la période de nidification des oiseaux.

Espèces invasives

Dans le cas de travaux de replantation dans des secteurs concernés par des espèces invasives, les choix devront s'orienter vers une végétation concurrentielle devant permettre de limiter, voire d'éradiquer d'éventuelles espèces invasives. De même, le transfert des terres contaminées sera évité.

Des mesures pour limiter la dissémination d'éventuelles espèces invasives devront être mises en place pendant la phase des travaux connexes (nettoyage des engins...).

Article 3 - Le présent arrêté est transmis au président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, au maire de chacune des communes concernées par le projet d'aménagement foncier, à la commission communale aménagement foncier.

Le présent arrêté sera affiché pendant quinze jours au moins dans les mairies suivantes : CLAYEURES, EINVAUX, ROZELIEURES, FROVILLE, BORVILLE, BAYON et LOREY.

Il sera inséré au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 4 - Le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, le président de la commission communale d'aménagement foncier de CLAYEURES sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 21 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean François RAFFY

Les annexes sont consultables à la direction départementale des territoires – service environnement - eau - biodiversité – case officielle 60025 – 54035 Nancy cedex.

Arrêté 2013/039 du 22 octobre 2013 instituant une réserve de pêche sur l'étang de PARROY pour l'année 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV titre III du Code de l'Environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles L 436-12, R 436-73 et R 436-74 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la demande du président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique « La Carache Lunévilloise » en date du 16 juillet 2013 ;

VU la nécessité de protection du poisson pendant sa reproduction ;

VU l'avis du président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle en date du 12 août 2013 ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) en date du 18 octobre 2013 ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Afin de préserver les frayères naturelles, toute pêche est interdite du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 sur la partie de l'étang de Parroy de la roselière qui borde la cornée nord de l'étang jusqu'à 260 m au-delà du bâtiment de la base de voile.

Article 2 - Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen

Article 3 - Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L 436-9 du Code de l'Environnement.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de LUNEVILLE, le maire de PARROY, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires et le chef du service départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle ;
- président de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique « LA CARACHE LUNEVILLOISE ».

Article 5 - Le présent arrêté sera affiché pendant un mois dans la mairie citée à l'article 4 et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au Chef du Service Eau Environnement Biodiversité,
Nathalie CAEL

Arrêté 2013/040 du 24 octobre 2013 instituant des réserves de pêche sur certains tronçons de la rivière Meurthe pour l'année 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV titre III du Code de l'Environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles L 436-12, R 436-73 et R 436-74 ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'État dans les régions et dans les départements ;
VU la nécessité de protection du poisson pendant sa reproduction ;
VU la demande du président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique « La Carache Lunévilloise » en date du 16 juillet 2013 ;
VU l'avis du président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle en date du 12 août 2013 ;
VU l'avis du chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) en date du 18 octobre 2013 ;
VU l'avis du directeur départemental des territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Afin de préserver les frayères naturelles, toute pêche est interdite du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 sur les tronçons du cours d'eau suivant :

Rivière La Meurthe**Commune de SAINT-CLEMENT :**

- La reculée de l'ancienne rivière en amont de l'ancien pont sur 350 m environ

- La reculée « Le Gréhachot »

Commune de CHENEVIERES :

- La reculée du « Grand Paquis »

- La reculée en aval du seuil fixe du canal des papeteries de Navarre

Commune de LUNEVILLE :

- Les reculées « Popard » au lieu-dit Les Grands Moulins

Commune de MONCEL-LES-LUNEVILLE :

- Les reculées de la ferme de la Petite Pologne de chaque côté de la RN 333 (déviations RN4)

- La reculée dite du « Pilot de l'Orme » (amont de l'embouchure du ruisseau du Mississippi)

Commune de MONT-SUR-MEURTHE :

- La reculée du « Bois le Duc »

Commune de DAMELEVIERES :

- La reculée dite « Le Plain »

Article 2 - Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 - Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L 436-9 du Code de l'Environnement.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de LUNEVILLE, les maires de SAINT-CLEMENT, CHENEVIERES, LUNEVILLE, MONCEL-LES-LUNEVILLE, MONT-SUR-MEURTHE, DAMELEVIERES, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires et le chef du service départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

– président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle ;

– président de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique « LA CARACHE LUNEVILLOISE ».

Article 5 - Le présent arrêté sera affiché pendant un mois dans la mairie citée à l'article 4 et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 octobre 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

L'Adjointe au Chef du Service Eau Environnement Biodiversité,
Nathalie CAEL

AVIS ET COMMUNICATIONS**AUTRES SERVICES****CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN****DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES****Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de 2 kinésithérapeutes en date du 9 septembre 2013**

Le Directeur du Centre Hospitalier de Verdun,

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

VU le décret 89.609 du 1er septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière,

VU la vacance de 2 postes de kinésithérapeute diffusé le 16 avril 2013 non pourvue par des candidats à la mutation, vacance renouvelée sur le site de l'ARS de Lorraine le 5 août 2013,

DECIDE

Article 1er - Un concours sur titres est ouvert à partir du 2 janvier 2014 au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir 2 postes vacants de kinésithérapeute.

Article 2 - Peuvent être candidats les personnes titulaires du diplôme d'Etat de masseur kinésithérapeute ou d'un titre admis comme équivalent, de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.

Article 3 - Les candidatures doivent parvenir **au plus tard 1 mois après la publication de la présente décision au Recueil des Actes Administratifs** au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une copie de la carte nationale d'identité,

- un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- la copie du diplôme de masseur kinésithérapeute,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatibles avec l'exercice des fonctions (liste des médecins agréés adressée sur demande par la Direction des Ressources Humaines),
- un curriculum vitae.

Article 4 - Une décision ultérieure fixera la composition du jury.
Verdun, le 9 septembre 2013

L'Attachée d'administration,
Responsable des ressources humaines,
J. AMAR

